



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens - Juin 2025

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Valeur du contrat : 1 629 482,60 \$

Date d'octroi du contrat : 19 décembre 2022

Date de livraison : 30 juillet 2025

Numéro d'enregistrement : POR-053-22

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

*Remarque : Dans le présent document, le genre masculin est utilisé comme générique dans le seul but d'alléger le texte.

Canada 

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Juin 2025

Le présent rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel au nom du Bureau du Conseil privé. Le douzième cycle de la deuxième année de la présente étude comptait en tout douze groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans et plus), qui ont été menés entre le 3 juin 2025 et le 26 juin 2025.

This publication is also available in English under the title: « Final Report - Continuous Qualitative Data Collection of Canadian's Views - June 2025 ».

Cette publication ne peut être reproduite qu'à des fins non commerciales. Une autorisation écrite préalable peut être obtenue du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à por-rop@pco-bcp.ca, ou par la poste à :

Bureau du Conseil Privé
Édifice Blackburn
85, rue Sparks, local 228
Ottawa, Ontario K1A 0A3

Numéro de catalogue :

CP12-4F-PDF

Identifiant international des publications en série (ISSN) :

ISSN 2816-9379

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-053-22 :

CP12-4E-PDF (Rapport final en anglais)

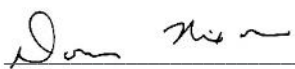
ISSN 2816-9360

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, 2025

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque ainsi que dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent aucune information portant sur les intentions de vote électorales, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  _____

Date: 30 juillet 2025

Donna Nixon, associée

The Strategic Counsel

Table des matières

Sommaire	5
Introduction	5
Méthodologie.....	6
Principales constatations	8
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)	8
Priorités du gouvernement du Canada (femmes âgées de 18 à 34 ans résidant dans le Lower Mainland de la C.-B., Canada atlantique, femmes de 35 à 49 ans résidant en Saskatchewan, Colombie-Britannique, banlieues de Montréal, région des Laurentides [Québec], locataires et acheteurs potentiels d'une propriété résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario)	9
Unité de l'économie canadienne (Colombie-Britannique, banlieues de Montréal, particuliers préoccupés par la criminalité résidant dans la région 905 de l'ouest de l'Ontario, travailleurs du sud-ouest de l'Ontario employés dans des secteurs impactés par les tarifs, région des Laurentides [Québec], Calgary et Edmonton, Terre-Neuve, Île-du-Prince-Édouard, femmes âgées de 50 ans et plus résidant à Terre-Neuve, à l'Île-du-Prince-Édouard et en Nouvelle-Écosse, locataires et acheteurs potentiels d'une propriété résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario, hommes âgés de 50 ans et plus résidant dans la région métropolitaine de Montréal)	10
Relations Canada-États-Unis (femmes âgées de 18 à 34 ans résidant dans le Lower Mainland de la Colombie-Britannique, Canada atlantique, femmes de 35 à 49 ans résidant en Saskatchewan, travailleurs employés dans des secteurs impactés par les tarifs résidant dans le sud-ouest de l'Ontario, Calgary et Edmonton)	12
Prévention de la criminalité (femmes âgées de 18 à 34 ans résidant dans le Lower Mainland de la Colombie-Britannique, particuliers préoccupés par la criminalité résidant dans la région 905 de l'ouest de l'Ontario)	13
Feux de forêt (femmes de 35 à 49 ans résidant en Saskatchewan, Calgary et Edmonton).....	14
Vaccins (femmes âgées de 50 ans et plus résidant à Terre-Neuve, à l'Île-du-Prince-Édouard et en Nouvelle-Écosse, hommes âgés de 50 ans et plus résidant dans la région métropolitaine de Montréal)-	15
Défis des collectivités (Canada atlantique, femmes âgées de 35 à 49 ans résidant en Saskatchewan)	16
Résultats détaillés.....	18
Chronologie des annonces en juin 2025	19
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux).....	21
Priorités du gouvernement du Canada (femmes âgées de 18 à 34 ans résidant dans le Lower Mainland de la C.-B., Canada atlantique, femmes de 35 à 49 ans résidant en Saskatchewan, Colombie-Britannique, banlieues de Montréal, région des Laurentides [Québec], locataires	



et acheteurs potentiels d'une propriété résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario)	23
Unité de l'économie canadienne (Colombie-Britannique, banlieues de Montréal, particuliers préoccupés par la criminalité résidant dans la région 905 de l'ouest de l'Ontario, travailleurs du sud-ouest de l'Ontario employés dans des secteurs impactés par les tarifs, région des Laurentides [Québec], Calgary et Edmonton, femmes âgées de 50 ans et plus résidant à Terre-Neuve, à l'Île-du-Prince-Édouard et en Nouvelle-Écosse, locataires et acheteurs potentiels d'une propriété résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario et hommes âgés de 50 ans et plus résidant dans la région métropolitaine de Montréal)	28
Relations Canada–États-Unis (femmes âgées de 18 à 34 ans résidant dans le Lower Mainland de la Colombie-Britannique, Canada atlantique, femmes de 35 à 49 ans résidant en Saskatchewan, travailleurs employés dans des secteurs impactés par les tarifs résidant dans le sud-ouest de l'Ontario, Calgary et Edmonton)	37
Prévention de la criminalité (Femmes âgées de 18 à 34 ans résidant dans le Lower Mainland de la Colombie-Britannique, particuliers préoccupés par la criminalité résidant dans la région 905 de l'ouest de l'Ontario)	41
Feux de forêt (femmes de 35 à 49 ans résidant en Saskatchewan, Calgary et Edmonton)	44
Vaccins (femmes âgées de 50 ans et plus résidant à Terre-Neuve, à l'Île-du-Prince-Édouard et en Nouvelle-Écosse, hommes âgés de 50 ans et plus résidant dans la région métropolitaine de Montréal)	46
Défis des collectivités (Canada atlantique, femmes âgées de 35 à 49 ans résidant en Saskatchewan)	48
Annexes	50
Annexe A - Questionnaires de recrutement	51
Questionnaire de recrutement français	52
Questionnaire de recrutement anglais	62
Annexe B – Guides du modérateur	75
Guide du modérateur français	76
Guide du modérateur anglais	90

Sommaire

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener, auprès de membres du public dans l'ensemble du pays, des cycles continus de recherche par groupe de discussion portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser aux points de vue des Canadiennes et des Canadiens et à leurs besoins en matière d'information, tout en veillant à ce qu'elles demeurent claires et faciles à comprendre.

Les travaux de recherche visent à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat consistant à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Ces travaux de recherche permettront plus particulièrement de s'assurer que le BCP demeure au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement du Canada.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze (12) groupes de discussion en ligne menés entre le 3 juin 2025 et le 26 juin 2025, à différents endroits du pays. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent dans la section ci-dessous.

La recherche pour ce cycle s'est principalement centrée sur les points de vue des participants concernant les principales priorités actuelles du gouvernement du Canada et sur les plans de ce dernier visant à éliminer les barrières commerciales internes et à bâtir une seule économie canadienne unifiée. De nombreuses discussions se sont également centrées sur l'état actuel des relations entre le Canada et les États-Unis (É.-U.), et notamment sur les réactions à la récente décision des États-Unis d'imposer des tarifs douaniers considérables sur les importations canadiennes.

D'autres discussions se sont centrées sur la sécurité publique et la lutte contre la criminalité, les attitudes à l'égard des vaccins, ainsi que la réponse du gouvernement fédéral aux feux de forêt de grande ampleur. Les participants résidant au Canada atlantique et en Saskatchewan ont participé à des discussions portant sur les défis particuliers auxquels étaient confrontées leurs collectivités respectives à l'heure actuelle.

En guise de mise en garde lors de l'interprétation des résultats de la présente étude, les conclusions de la recherche qualitative sont uniquement de nature indicative et ne peuvent être attribuées quantitativement à l'ensemble de la population étudiée avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Groupe cible

- Résidents canadiens âgés de 18 ans et plus.
- Les groupes ont principalement été divisés en fonction de la situation géographique.
- Les participants de certains groupes se sont focalisés sur des cohortes particulières de la population, dont des femmes âgées de 18 à 34 ans, des femmes âgées de 35 à 49 ans, des femmes âgées de 50 ans et plus, des hommes de 50 ans et plus, des locataires et acheteurs potentiels d'une propriété, des personnes préoccupées par la criminalité et des travailleurs employés dans des secteurs impactés par les tarifs.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont été menés dans diverses régions du Canada.
- Cinq groupes de discussion ont été menés parmi des membres de la population générale résidant au Canada atlantique, en Colombie-Britannique (C.-B.), dans des banlieues de Montréal, dans la région des Laurentides au Québec, ainsi qu'à Calgary et Edmonton.

- Les sept autres groupes de discussion ont été menés parmi des sous-groupes clés de la population, à savoir :
 - Des femmes âgées de 18 à 34 ans résidant dans le Lower Mainland de la Colombie-Britannique;
 - Des femmes âgées de 35 à 49 ans résidant en Saskatchewan;
 - Des particuliers préoccupés par la criminalité résidant dans la région 905 de l'ouest de l'Ontario;
 - De travailleurs employés dans des secteurs impactés par les tarifs;
 - De femmes âgées de 50 et plus résidant à Terre-Neuve, à l'Île-du-Prince-Édouard et en Nouvelle-Écosse;
 - De locataires et d'acheteurs potentiels d'une propriété résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario.
 - D'hommes âgés de 50 ans et plus résidant dans la région métropolitaine de Montréal.
- Les trois groupes de discussion organisés au Québec ont été animés en français. Tous les autres groupes de discussion ont été animés en anglais.
- Toutes les discussions de groupe pour ce cycle se sont tenues en ligne.
- Huit participants au total ont été recrutés par groupe, en presumant pouvoir compter sur la présence de six à huit participants.
- Dans tous les lieux, 91 participants au total ont pris part aux discussions. Les détails concernant le nombre de participants par groupe sont fournis ci-dessous.
- Chaque participant a reçu une rétribution de 125 \$.

Localisation et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Lower Mainland de la Colombie-Britannique	1	ANGLAIS	Jeudi 3 juin	21 h à 23 h	Femmes âgées de 18 à 34 ans	8
Canada atlantique	2	ANGLAIS	Mercredi 4 juin	17 h à 19 h	Membres de la population générale	8
Saskatchewan	3	ANGLAIS	Jeudi 5 juin	20 h à 22 h	Femmes âgées de 35 à 49 ans	8
Colombie-Britannique	4	ANGLAIS	Mardi 10 juin	21 h à 23 h	Membres de la population générale	6
Banlieues de Montréal	5	FRANÇAIS	Mercredi 11 juin	18 h à 20 h	Membres de la population générale	8
Région 905 de l'ouest de l'Ontario	6	ANGLAIS	Jeudi 12 juin	18 h à 20 h	Particuliers préoccupés par la criminalité	8
Sud-ouest de l'Ontario	7	ANGLAIS	Mardi 17 juin	18 h à 20 h	Travailleurs employés dans des secteurs impactés par les tarifs	7

Région des Laurentides au Québec	8	FRANÇAIS	Mercredi 18 juin	18 h à 20 h	Membres de la population générale	7
Calgary et Edmonton	9	ANGLAIS	Jeudi 19 juin	20 h à 22 h	Membres de la population générale	7
Terre-Neuve, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse	10	ANGLAIS	Mardi 24 juin	17 h à 19 h	Femmes âgées de 50 et plus	8
Centres de taille moyenne et principaux centres de l'Ontario	11	ANGLAIS	Mercredi 25 juin	18 h à 20 h	Locataires et acheteurs potentiels d'une propriété	8
Région métropolitaine de Montréal	12	FRANÇAIS	Jeudi 26 juin	18 h à 20 h	Hommes âgés de 50 et plus	8
Nombre total de participants						91

Principales constatations

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Les participants de tous les groupes ont été invités à faire part de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Une série d'annonces et d'initiatives ont été rappelées, dont la visite royale de Leurs Majestés le roi Charles III et la reine Camilla à Ottawa, l'accueil par le gouvernement du Canada du sommet des dirigeants du Groupe des Sept (G7) de 2025, la réponse soutenue du gouvernement fédéral à une série de tarifs douaniers imposés par les États-Unis sur des importations canadiennes, et les discussions entre le premier ministre et les premiers ministres provinciaux et territoriaux concernant la suppression éventuelle d'obstacles au commerce intérieur afin d'accroître la résilience de l'économie canadienne dans les années à venir.

Les participants ont également rappelé des activités liées au gouvernement du Canada sur la scène internationale, notamment la participation du premier ministre et d'autres représentants fédéraux au sommet de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) de 2025, et l'annonce par le gouvernement du Canada de son intention de se joindre à ses alliés de l'OTAN pour signer un nouvel engagement en matière d'investissements de défense, qui exigera que le Canada investisse 5 % de son produit intérieur brut (PIB) annuel d'ici 2035 dans le but de renforcer les capacités militaires de base du pays et d'autres priorités essentielles liées à la défense et à la sécurité. Un certain nombre d'entre eux ont également rappelé la création d'un nouveau partenariat stratégique entre le Canada et l'Union européenne (UE), ainsi que l'annonce par le gouvernement canadien d'une aide militaire supplémentaire de 2 milliards de dollars à l'Ukraine pour l'aider à se défendre contre l'invasion russe de son territoire.

Priorités du gouvernement du Canada (femmes âgées de 18 à 34 ans résidant dans le Lower Mainland de la C.-B., Canada atlantique, femmes de 35 à 49 ans résidant en Saskatchewan, Colombie-Britannique, banlieues de Montréal, région des Laurentides [Québec], locataires et acheteurs potentiels d'une propriété résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario)

Les participants de sept groupes ont participé à des discussions portant sur les principaux domaines d'intervention prioritaires qui avaient été définis par le gouvernement du Canada. Dans un premier temps, les participants ont été invités à cerner les principaux enjeux sur lesquels devrait, à leur avis, se pencher le gouvernement fédéral. Un large éventail de domaines d'intervention prioritaires ont été mentionnés, les participants citant notamment le coût de la vie et l'économie, l'accessibilité au logement, l'emploi, les soins de santé, l'immigration, les changements climatiques et l'environnement comme étant les principales priorités sur lesquelles devrait se concentrer le gouvernement du Canada.

Pour faciliter la conversation, les participants se sont vu fournir une liste de sept domaines d'intervention prioritaires ayant été définis par le gouvernement du Canada. Au nombre de ceux-ci figuraient l'établissement d'une nouvelle relation en matière de sécurité économique avec les États-Unis, le renforcement de la collaboration avec des partenaires commerciaux du monde entier, la création d'une seule économie canadienne unifiée, la réduction du coût de la vie, afin d'aider les Canadiens à s'en sortir financièrement, l'accès à un logement plus abordable, la protection de la souveraineté canadienne et la sécurité des Canadiens, la réduction des dépenses liées aux activités du gouvernement fédéral et le recrutement des meilleurs talents du monde entier tout en maintenant un taux d'immigration global stable.

La plupart des participants ont positivement réagi à ces priorités, un grand nombre d'entre eux estimant que les domaines prioritaires sur lesquels entendait se concentrer le gouvernement fédéral étaient les bons. Plusieurs d'entre eux se demandaient toutefois quelles mesures particulières seraient prises pour donner suite à ces priorités et quel serait l'échéancier prévu pour ces initiatives. Bien qu'ils aient exprimé leur appui à toutes les priorités énumérées, un certain nombre de participants se demandaient toutefois si le gouvernement du Canada disposerait des ressources humaines et financières nécessaires pour se concentrer sur autant d'objectifs clés à la fois, quelques-uns d'entre eux estimant qu'il devrait plutôt restreindre son champ d'action afin d'obtenir des résultats plus marqués dans un nombre plus restreint de domaines.

Les participants se sont ensuite livrés à un exercice dans le cadre duquel ils se sont vu inviter à sélectionner les priorités (trois au maximum) qui, selon eux, étaient les plus importantes et sur lesquelles devait se focaliser le gouvernement fédéral. Dans l'ensemble, les initiatives visant à réduire les coûts et à rendre le logement plus abordable dans l'intérêt des Canadiens ont reçu le plus haut niveau de soutien de la part des participants, plusieurs d'entre eux indiquant que la réalisation de ces priorités aurait des répercussions positives pour un grand nombre de ménages canadiens. Plusieurs d'entre eux ont également choisi les priorités consistant à bâtir une économie canadienne unifiée et à établir une nouvelle relation avec les États-Unis tout en renforçant la collaboration avec d'autres alliés à l'échelle mondiale. Un nombre plus restreint de participants ont choisi les priorités consistant à protéger la souveraineté du Canada et à assurer la sécurité des Canadiens, à réduire les dépenses

consacrées aux activités du gouvernement fédéral et à attirer les meilleurs talents du monde tout en maintenant un taux d'immigration stable.

À la question de savoir s'il y avait des priorités qui, selon eux, ne devraient pas figurer sur cette liste, un petit nombre de participants ont exprimé des préoccupations quant à savoir si la réduction des dépenses consacrées aux activités gouvernementales entraînerait une diminution de la qualité et de la disponibilité des services fédéraux destinés aux Canadiens. Lorsqu'on leur a demandé s'il y avait des priorités ne figurant pas sur la liste qui, selon eux, devraient y figurer, les participants ont cité un certain nombre de domaines d'intervention. Au nombre de ceux-ci figuraient les soins de santé, le changement climatique, la réconciliation avec les peuples autochtones et le développement accru des ressources naturelles du Canada, et notamment du pétrole, du gaz naturel et des minéraux critiques.

Unité de l'économie canadienne (Colombie-Britannique, banlieues de Montréal, particuliers préoccupés par la criminalité résidant dans la région 905 de l'ouest de l'Ontario, travailleurs du sud-ouest de l'Ontario employés dans des secteurs impactés par les tarifs, région des Laurentides [Québec], Calgary et Edmonton, Terre-Neuve, Île-du-Prince-Édouard, femmes âgées de 50 ans et plus résidant à Terre-Neuve, à l'Île-du-Prince-Édouard et en Nouvelle-Écosse, locataires et acheteurs potentiels d'une propriété résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario, hommes âgés de 50 ans et plus résidant dans la région métropolitaine de Montréal)

Les participants de neuf groupes ont pris part à des discussions portant sur les intentions du gouvernement fédéral de bâtir une économie canadienne unifiée. À la question de savoir s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit à ce sujet, plusieurs participants ont déclaré avoir entendu dire que le gouvernement du Canada collaborait avec les gouvernements provinciaux et territoriaux afin d'éliminer les obstacles au commerce intérieur et d'accroître le libre-échange à l'échelle du pays. Un certain nombre d'entre eux se souvenaient également avoir entendu dire que le gouvernement fédéral s'employait à accélérer la mise en œuvre de grands projets d'infrastructure et énergétiques partout au Canada, notamment en prenant des mesures pour abolir les formalités administratives et autres obstacles qui, selon eux, restreignaient la rapidité avec laquelle de nouveaux grands projets pouvaient être approuvés et réalisés.

Après s'être vu fournir de l'information concernant les mesures législatives récemment adoptées par le gouvernement du Canada pour éliminer les obstacles fédéraux au commerce intérieur et à la mobilité de la main-d'œuvre, les participants ont réagi de façon généralement positive à ces initiatives. Bon nombre d'entre eux se sont dit tout particulièrement en faveur des efforts déployés par le gouvernement fédéral pour éliminer les nombreux obstacles au commerce intérieur qui existent actuellement dans l'ensemble du pays. De l'avis général, l'élimination de ces obstacles contribuerait à bâtir une économie canadienne plus unifiée et renforcerait la résilience économique et l'autonomie du Canada pour les années à venir. Plusieurs participants ont en outre favorablement accueilli la détermination du gouvernement fédéral à accélérer la sélection et l'approbation de projets d'infrastructure nationaux, estimant que le processus d'approbation actuel était trop lent et retardait la réalisation de grands projets.

Parmi les participants ayant moins positivement réagi à cette information, plusieurs ont exprimé des préoccupations quant aux répercussions négatives que pourraient avoir certains de ces projets d'intérêt national (p. ex. oléoducs, installations nucléaires et projets miniers) sur l'environnement. Quelques participants craignaient que l'accélération du processus d'approbation de grands projets et l'exploitation accrue de ressources naturelles dont le pétrole, le gaz naturel et les minéraux critiques, tels que préconisés par le gouvernement du Canada, n'exacerbent les effets des changements climatiques et nuisent au bien-être de générations futures.

En se prêtant à un exercice dans le cadre duquel ils se sont vu présenter une liste de projets d'infrastructure d'intérêt national potentiels que pourrait mener le gouvernement du Canada, et demander de nommer ceux qu'ils étaient le plus susceptibles d'appuyer, les participants ont exprimé le plus haut niveau de soutien pour l'initiative visant à investir dans la construction de trains à grande vitesse. Un grand nombre d'entre eux ont également choisi les initiatives visant à réaliser un plus grand nombre de projets hydroélectriques, à construire et à moderniser des autoroutes, et à construire des lignes de transport d'électricité à longue distance. Plusieurs participants ont sélectionné les initiatives visant à construire ou à agrandir des oléoducs et des gazoducs, à intensifier l'exploitation minière de minéraux critiques et à agrandir les ports canadiens, tandis qu'un nombre modéré d'entre eux a choisi les mesures visant à construire davantage d'éoliennes extracôtières, à bâtir des centrales nucléaires, à accroître le recours à des installations de capture et de séquestration du carbone et à construire davantage de terminaux de gaz naturel liquéfié (GNL).

Les participants se sont également livrés à un exercice consistant à choisir, parmi une liste de critères potentiels dont pourrait se servir le gouvernement du Canada pour déterminer s'il convient ou non d'approuver de nouveaux projets d'infrastructure d'intérêt national, les deux critères qu'ils considéraient comme étant les plus importants. Parmi les critères présentés, plusieurs participants ont indiqué qu'une des principales considérations dont devait tenir compte le gouvernement fédéral était la question de savoir si un projet permettrait au Canada d'acquérir une plus grande indépendance économique vis-à-vis des États-Unis. Un grand nombre de participants ont choisi comme critère la question de savoir si un projet d'intérêt national serait créateur d'emploi, et plusieurs d'entre eux ont choisi la question de savoir si un projet permettrait au Canada de respecter ses objectifs climatiques comme un des critères les plus importants. Les critères visant à déterminer si un projet aurait un impact sur les communautés autochtones et s'il aurait un impact négatif sur l'habitat d'espèces en péril ont reçu un soutien modéré de la part des participants.

À la question de savoir s'ils s'attendaient à ce qu'une attention accrue du gouvernement fédéral aux projets d'infrastructure d'intérêt national contribue à rendre l'économie canadienne moins dépendante des États-Unis à l'avenir, presque tous les participants ont répondu par l'affirmative. Bon nombre d'entre eux estimaient que la réalisation de ces projets contribuerait à accroître l'autosuffisance de l'économie canadienne et placerait le gouvernement du Canada en position de force dans ses négociations avec les États-Unis et d'autres partenaires commerciaux à travers le monde. Un certain nombre de participants étaient d'avis que, même si une plus grande indépendance économique du Canada constituait un objectif qui prendrait probablement plusieurs années à réaliser, il était important que le gouvernement fédéral investisse dès maintenant dans de grands projets d'infrastructure afin que les générations futures puissent en bénéficier dans les années et les décennies à venir.

Relations Canada–États-Unis (femmes âgées de 18 à 34 ans résidant dans le Lower Mainland de la Colombie-Britannique, Canada atlantique, femmes de 35 à 49 ans résidant en Saskatchewan, travailleurs employés dans des secteurs impactés par les tarifs résidant dans le sud-ouest de l'Ontario, Calgary et Edmonton)

Les participants de cinq groupes ont tenu des discussions portant sur les relations entre le Canada et les États-Unis. À la question de savoir ce qu'ils avaient récemment vu, lu ou entendu au sujet des relations Canada–États-Unis, la plupart des participants ont mentionné les tarifs douaniers imposés par les États-Unis sur une vaste gamme de produits canadiens, et bon nombre d'entre eux avaient l'impression que ces mesures avaient entraîné des difficultés considérables pour de nombreuses entreprises et industries canadiennes. Toujours en lien avec les relations entre le Canada et les États-Unis, plusieurs participants ont mentionné avoir entendu parler de plaintes du gouvernement américain concernant la sécurité de la frontière canado-américaine, les États-Unis alléguant que de grandes quantités de substances illicites, et notamment de fentanyl, entraient sur leur territoire depuis le Canada.

À la question de savoir si le gouvernement du Canada devait selon eux réagir à ces nouveaux tarifs douaniers américains en imposant à son tour des tarifs douaniers sur des produits américains, ou s'ils préféraient une réponse davantage axée sur la négociation, la plupart des participants ont indiqué qu'ils privilégiaient une approche fondée sur la négociation. On était d'avis que, même s'il était important que le gouvernement fédéral campe sur ses positions et continue de protéger les intérêts économiques des ménages et des entreprises canadiens, on voulait éviter que le Canada ne s'engage dans un cycle continu de représailles impliquant des tarifs douaniers et des contre-tarifs de plus en plus élevés.

En abordant la question de savoir si leur opinion concernant les relations entre le Canada et les États-Unis avait changé avec le temps, et si elle était meilleure ou pire qu'au début de l'année 2025, la plupart des participants ont déclaré qu'elle était moins bonne. Décrivant les facteurs ayant concouru à leur perception plus négative de ces relations, bon nombre d'entre eux ont évoqué l'imprévisibilité du gouvernement américain, qu'ils percevaient comme croissante, certains ajoutant qu'au cours des derniers mois, il avait été difficile d'avoir une quelconque certitude d'ordre économique quant aux transactions entre les deux pays.

Bien que peu optimistes quant à l'état général des relations canado-américaines, certains se sont dit inspirés et encouragés par ce qu'ils percevaient comme étant une coopération économique et une unité accrues entre les différentes régions du pays au cours des derniers mois. On était d'avis que, même si les tarifs douaniers américains pouvaient poser des défis économiques à court terme, le renforcement de la collaboration et des partenariats économiques entre les différentes régions du pays finirait par faire du Canada une nation plus forte et plus résiliente sur le plan économique dans les années à venir.

À la question de savoir si, dans sa gestion des enjeux entre le Canada et les États-Unis, le gouvernement du Canada était sur la bonne voie, les participants se sont montrés très incertains, bon nombre d'entre eux estimant qu'il était trop tôt pour évaluer sa performance dans ce dossier. Plusieurs d'entre eux avaient le sentiment que, même si le gouvernement du Canada semblait jusqu'à présent

avoir adopté une approche relativement mesurée et stratégique dans ses rapports avec les États-Unis, il était trop tôt pour dire si à long terme cette approche s'avérerait fructueuse.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils estimaient que le gouvernement du Canada défendait les intérêts canadiens dans ses interactions avec les États-Unis, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative. Un certain nombre d'entre eux estimaient que le gouvernement fédéral s'était montré cordial et diplomate dans ses récents échanges avec les États-Unis, tout en prenant des mesures pour réaffirmer la souveraineté du Canada et renforcer l'économie canadienne dans les années à venir. Outre ses négociations en cours avec les États-Unis, plusieurs participants ont salué les efforts déployés par le gouvernement du Canada pour diversifier ses relations commerciales avec d'autres pays à travers le monde. On estimait qu'en établissant des liens plus étroits avec d'autres partenaires commerciaux et en diversifiant davantage l'économie, le gouvernement fédéral serait désormais en bien meilleure position pour négocier avec les États-Unis.

En discutant de la question de savoir si, à leur avis, dans ses efforts pour protéger les industries canadiennes contre les répercussions des tarifs douaniers américains, la performance du gouvernement du Canada avait été satisfaisante, les participants ont exprimé des opinions mitigées. Parmi ceux qui estimaient que le gouvernement fédéral s'acquittait bien de sa tâche, plusieurs étaient d'avis qu'il avait fait de son mieux pour s'adapter à des tarifs régulièrement modifiés, tout en poursuivant les négociations avec le gouvernement américain en vue de leur élimination. Parmi ceux qui étaient d'avis que le gouvernement fédéral pouvait faire mieux dans ce domaine, on était d'avis qu'il fallait en faire davantage pour relever les défis économiques auxquels sont confrontés les Canadiens du fait de ces tarifs douaniers, notamment en accordant un soutien supplémentaire aux secteurs et aux travailleurs ayant été les plus durement touchés au cours des derniers mois.

Prévention de la criminalité (femmes âgées de 18 à 34 ans résidant dans le Lower Mainland de la Colombie-Britannique, particuliers préoccupés par la criminalité résidant dans la région 905 de l'ouest de l'Ontario)

Les participants de deux groupes ont pris part à des discussions portant sur le problème de la criminalité et sur les mesures que pourrait prendre le gouvernement fédéral pour relever les défis liés à la criminalité au sein des collectivités canadiennes. À la question de savoir si la criminalité dans leur région constituait, à leur avis, un problème majeur, un problème mineur ou qu'elle ne constituait pas un réel problème, presque tous les participants estimaient qu'elle constituait un problème majeur. En décrivant les types de crimes qui, selon eux, étaient commis dans leur collectivité, les participants ont mentionné un large éventail de problèmes, dont le vol de voitures, les violations de domicile avec agressions, les agressions violentes et les activités liées aux gangs et au trafic de drogues. Un certain nombre de participants estimaient également que les crimes haineux ciblant certaines populations (telles que les personnes racialisées et les personnes 2ELGBTQI+) étaient à la hausse ces derniers temps.

À la question complémentaire de savoir s'ils estimaient que le niveau de criminalité avait augmenté, diminué ou était resté inchangé au sein de leur collectivité, presque tous les membres du groupe composé de personnes résidant dans la région 905 de l'ouest de l'Ontario étaient d'avis que les taux

de criminalité avaient considérablement augmenté au cours des dernières années. En décrivant les facteurs qui avaient, selon eux, contribué à cette hausse perçue de la criminalité, un grand nombre de participants étaient d'avis que les problèmes comme le coût élevé de la vie, la perte d'emploi, la pauvreté extrême et l'itinérance avaient poussé davantage de personnes à commettre des crimes par désespoir ou pour subvenir à leurs besoins fondamentaux. Plusieurs d'entre eux estimaient également que l'augmentation perçue de problèmes liés à la santé mentale et à la toxicomanie avait conduit de nombreuses personnes à adopter un mode de vie dans lequel la prévalence de comportements criminels était plus élevée.

Les participants de ces deux groupes se sont livrés à un exercice dans le cadre duquel ils se sont vu présenter une liste de mesures potentielles que pourrait prendre le gouvernement du Canada pour remédier aux problèmes liés à la criminalité, et inviter à sélectionner les mesures qui seraient, à leur avis, les plus efficaces pour réduire les taux de criminalités à l'avenir. Dans l'ensemble, les initiatives visant à investir davantage dans des programmes de prévention et à rendre les traitements contre la toxicomanie plus accessibles ont reçu le plus haut niveau de soutien de la part des participants. Plusieurs d'entre eux ont également choisi les initiatives visant à durcir les lois en matière de mise en liberté sous caution et à consacrer davantage de fonds aux forces de l'ordre et à l'embauche d'agents de police, tandis qu'un nombre plus restreint d'entre eux ont choisi les mesures visant à mettre en œuvre des lois plus strictes en matière d'armes à feu et à renforcer la sécurité aux frontières.

Les participants du groupe basé dans la région 905 de l'ouest de l'Ontario ont pris part à un exercice complémentaire dans le cadre duquel ils ont été invités à choisir, parmi deux points de vue portant sur la rigueur des lois en matière de mise en liberté sous caution, celui qui se rapprochait le plus du leur. Parmi ceux qui estimaient que les règles relatives à la mise en liberté sous caution au Canada n'étaient pas assez strictes, un certain nombre d'entre eux ont réitéré l'opinion selon laquelle il fallait prévoir des peines plus sévères pour les récidivistes afin de s'assurer que d'autres crimes ne sont pas commis à l'avenir par ceux qui ne souhaitent pas ou ne peuvent pas modifier leur comportement. On était aussi d'avis que le système de mise en liberté sous caution le plus efficace serait probablement un système dans lequel les personnes demandant une mise en liberté sous caution seraient traitées au cas par cas plutôt que selon une politique unique appliquée à tous. Parmi les participants estimant, dans des proportions à peu près égales, que des règles plus strictes en matière de mise en liberté sous caution seraient susceptibles d'augmenter la surpopulation carcérale actuelle, plusieurs estimaient que plutôt que de renforcer les critères de mise en liberté sous caution, il fallait davantage miser sur la réhabilitation des délinquants et veiller à ce qu'ils disposent des ressources nécessaires pour ne pas retomber dans la criminalité après leur libération.

Feux de forêt (femmes de 35 à 49 ans résidant en Saskatchewan, Calgary et Edmonton)

Les participants de deux groupes respectivement composés de personnes résidant en Saskatchewan et de personnes résidant à Calgary et à Edmonton, ont pris part à des discussions portant sur la réponse du gouvernement du Canada aux récents feux de forêt dans l'Ouest canadien. À la question de savoir s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de la réponse du gouvernement fédéral à ces feux de forêt, un certain nombre de participants se souvenaient avoir entendu parler de

problèmes liés à l'évacuation en temps opportun des résidents de collectivités éloignées et de communautés autochtones dans les régions nordiques de certaines provinces. Et notamment de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba. Quelques participants se souvenaient en outre que le gouvernement du Canada avait annoncé qu'il travaillerait en partenariat avec le gouvernement du Manitoba pour verser un dollar pour chaque dollar donné à la Croix-Rouge canadienne afin d'appuyer les opérations de secours et de rétablissement à la suite des feux de forêt ayant sévi dans toute la province.

Après s'être vu fournir de l'information sur les mesures prises par le gouvernement du Canada dans le cadre de son approche de gestion et d'intervention en cas de feux de forêt, un certain nombre de participants ont positivement réagi à la décision de déployer des membres des Forces armées canadiennes (FAC) pour aider à l'évacuation de collectivités, ainsi qu'à l'initiative du gouvernement fédéral de s'associer à la Croix-Rouge canadienne pour venir en aide aux personnes touchées par ces feux. Plusieurs d'entre eux estimaient toutefois que ces mesures étaient avant tout réactives et que le gouvernement du Canada devait accorder une plus grande importance à la préparation aux feux de forêt et à l'atténuation de leurs effets à l'avenir.

En discutant de ce que le gouvernement du Canada pourrait faire de plus en matière de prévention des feux de forêt et d'intervention, les participants ont suggéré de nombreuses mesures possibles, notamment la création d'un groupe de travail national sur la prévention des feux de forêt, l'embauche et la formation d'un plus grand nombre de pompiers et la mise en place d'une stratégie permettant de déployer rapidement du personnel de lutte contre les incendies pour venir à bout de ces feux de forêts où qu'ils se déclarent sur le territoire national.

Vaccins (femmes âgées de 50 ans et plus résidant à Terre-Neuve, à l'Île-du-Prince-Édouard et en Nouvelle-Écosse, hommes âgés de 50 ans et plus résidant dans la région métropolitaine de Montréal)

Les participants de deux groupes ont pris part à des discussions portant sur les vaccins, en se focalisant sur l'évolution (le cas échéant) de leurs points de vue et de leurs expériences en matière de vaccins au cours des dernières années. À la question de savoir s'ils avaient reçu un vaccin au cours des cinq dernières années, tous ont répondu avoir reçu le vaccin contre la COVID-19, et un grand nombre d'entre eux ont en outre indiqué avoir reçu un autre type de vaccin (comme un vaccin contre la grippe, un vaccin de voyage ou un vaccin contre le zona) au cours de cette période.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils estimaient que la vaccination constituait un processus relativement sécuritaire, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative. En précisant leur pensée, les participants étaient largement d'avis que les vaccins faisaient généralement l'objet de longues périodes d'essais rigoureux afin d'en garantir la sécurité, et plusieurs d'entre eux ont déclaré n'avoir aucune réticence à se faire vacciner ou à faire vacciner leurs enfants.

Discutant de la question de savoir pourquoi ils s'étaient fait vacciner au cours des cinq dernières années, les participants ont fourni un éventail de raisons. Parmi celles-ci figurait le fait de souffrir d'une

maladie auto-immune nécessitant un vaccin, de voyager à l'étranger vers des destinations pour lesquelles des vaccins sont recommandés, de vouloir éviter de contracter des maladies lorsqu'on travaille dans le secteur de la santé et de devoir se faire vacciner en vertu d'obligations vaccinales introduites pendant la pandémie de COVID-19.

À la question de savoir s'ils avaient déjà été confrontés à des obstacles dans leur recherche d'informations sur les vaccins ou pour se faire vacciner (difficultés à prendre rendez-vous, longs trajets pour se rendre au centre de vaccination et coût financier des vaccins), presque tous ont déclaré n'avoir eu aucune difficulté à se faire vacciner. Bon nombre d'entre eux étaient d'avis que l'obtention d'un vaccin avait été rapide et efficace et ont qualifié leur expérience globale de très positive.

À la question de savoir s'il y avait des mesures que pourrait prendre le gouvernement fédéral pour faciliter ou rendre plus pratique l'accès à la vaccination, plusieurs participants étaient d'avis que davantage pouvait être fait pour mettre en place de manière proactive des cliniques de vaccination dans les collectivités rurales et éloignées, ainsi que dans des endroits comme les établissements pour personnes âgées, afin d'éviter aux gens d'avoir à se déplacer pour se faire vacciner. On estimait également que des mesures pourraient être prises pour autoriser les pharmaciens à administrer un plus large éventail de vaccins et pour fournir, de manière proactive, des renseignements aux Canadiens concernant le calendrier de vaccination recommandé pour les adultes et celui pour les enfants.

En discutant des mesures pouvant être prises pour les aider à se tenir à jour en matière de vaccination, plusieurs participants étaient d'avis que davantage pouvait être fait pour faciliter l'accès de chacun à son dossier de vaccination personnel et permettre aux personnes concernées de déterminer si elles ont besoin de recevoir de nouvelles doses de vaccins essentiels. Un certain nombre d'entre eux estimait que plutôt que de confier la gestion des dossiers de vaccination aux provinces et aux territoires, il fallait mettre en place un système national de données sur la vaccination auquel les Canadiens pourraient facilement accéder pour vérifier leur statut vaccinal. En recensant d'autres moyens qui leur permettraient de se tenir plus à jour dans leur calendrier vaccinal, plusieurs participants ont dit souhaiter qu'un système de rappel automatique soit mis en place pour les avertir lorsqu'ils doivent recevoir une dose de vaccin.

Défis des collectivités (Canada atlantique, femmes âgées de 35 à 49 ans résidant en Saskatchewan)

Les participants de deux groupes ont tenu de brèves discussions portant sur diverses difficultés auxquelles étaient actuellement confrontées leurs collectivités respectives. Invités à énumérer les principaux enjeux auxquels faisaient face leurs collectivités et auxquels le gouvernement fédéral devait accorder une plus grande attention, les participants des deux groupes ont cité les soins de santé comme priorité majeure. À cet égard, plusieurs d'entre eux avaient le sentiment que leurs collectivités étaient actuellement confrontées à une pénurie importante de personnel de la santé, et notamment de médecins ou de personnel infirmier. Bon nombre d'entre eux ont également mentionné comme un



défi majeur le coût élevé de la vie, certains estimant qu'il était de plus en plus difficile pour les ménages à faible et moyen revenu de leur collectivité de subvenir à leurs besoins essentiels, en particulier en matière d'alimentation et de logement. Plusieurs d'entre eux ont cité l'itinérance, la toxicomanie et la santé mentale, qui, selon eux, étaient devenues des défis ayant pris de l'ampleur au sein de leurs collectivités au cours des dernières années.

Décrivant ce qu'ils considéraient comme étant les secteurs et les industries les plus importants pour leurs collectivités et régions respectives, les participants de la Saskatchewan ont cité les secteurs de l'agriculture, pétrolier et gazier, des forces de l'ordre et de l'éducation. À la question de savoir quels étaient, selon eux, les industries et les secteurs ayant le plus besoin d'aide à l'heure actuelle, plusieurs participants de ce groupe ont rappelé l'importance d'investir davantage dans les soins de santé, certains estimant qu'une augmentation des ressources consacrées à la santé contribuerait probablement à remédier à d'autres problèmes auxquels sont confrontées leurs collectivités, à savoir la toxicomanie et la santé mentale.

En discutant des industries et des secteurs les plus importants dans leur région, les participants résidant au Canada atlantique ont mentionné divers domaines, dont ceux de la pêche, de l'agriculture, de la foresterie, de la construction et du tourisme. En décrivant les secteurs qui, selon eux, nécessitaient davantage d'aide de la part du gouvernement fédéral, la plupart des commentaires ont porté sur la pêche et l'agriculture. En se focalisant plus particulièrement sur l'industrie de la pêche, plusieurs participants estimaient qu'il était devenu de plus en plus difficile pour les petites entreprises de pêche de concurrencer les grandes sociétés du secteur. On estimait que le gouvernement fédéral pouvait faire davantage pour protéger les petites entreprises de pêche locales, notamment en prenant des mesures comme l'établissement par le gouvernement fédéral d'un prix réglementé en fonction du coût de différents produits de la mer. Parmi ceux qui estimaient que le secteur agricole avait également besoin d'une aide accrue, on était d'avis que, compte tenu de la récente décision du gouvernement fédéral de réduire le nombre de visas de travailleur étranger temporaire (TET) qu'il délivrerait, nombre d'agriculteurs seraient susceptibles d'avoir besoin d'aide pour trouver les travailleurs dont ils ont besoin pour cultiver et récolter leurs produits.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Date d'attribution du contrat : 19 décembre 2022

Valeur du contrat : 1 629 482,60 \$

Résultats détaillés

Chronologie des annonces en juin 2025

Afin de mieux situer les discussions de groupe dans le contexte des principaux événements survenus au cours du cycle d'établissement de rapports, nous vous présentons ci-après un bref résumé du mois de juin 2025.

- Du 1 au 7 juin
 - Le 3 juin. Le gouvernement du Canada dépose un projet de loi intitulé la *Loi visant une sécurité rigoureuse à la frontière* ayant pour objectif de fournir les outils appropriés aux organismes d'application de la loi pour assurer la sécurité de nos frontières, lutter contre le crime organisé transnational, stopper le flux de fentanyl illicite et réprimer le blanchiment d'argent.
 - **Groupe de discussion avec des femmes âgées de 18 à 34 ans résidant dans le Lower Mainland de la Colombie-Britannique (C.-B.) (3 juin).**
 - Le 4 juin. Le gouvernement du Canada annonce qu'il versera un montant équivalent à chaque dollar donné au *Fonds de secours : Feux de forêt de 2025* en Saskatchewan de la Croix-Rouge canadienne pour appuyer les efforts de secours et de rétablissement liés aux feux de forêt en Saskatchewan.
 - **Groupe de discussion avec des membres de la population générale du Canada atlantique (4 juin).**
 - Le 5 juin. La ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté présente le projet de loi C-3 : *Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté*, une nouvelle législation qui permettrait à un parent canadien né à l'étranger ayant des liens manifestes avec le Canada de transmettre la citoyenneté à son enfant né à l'étranger au-delà de la première génération.
 - **Groupe de discussion avec des femmes âgées de 35 à 49 ans résidant en Saskatchewan (5 juin).**
 - Le 6 juin. Le gouvernement du Canada annonce qu'il créera jusqu'à 6 000 possibilités d'emploi de plus dans le cadre du programme Emplois d'été Canada afin d'aider à bâtir une économie forte au Canada et de garantir des emplois de qualité pour les jeunes.
 - Le 6 juin. Le gouvernement du Canada présente un nouveau projet de loi pour renforcer et améliorer la compétitivité et la résilience de l'économie canadienne en supprimant les obstacles fédéraux au commerce intérieur et à la mobilité de la main-d'œuvre et en faisant avancer la réalisation des projets d'intérêt national essentiels pour stimuler la croissance de la productivité de notre pays, développer son secteur de l'énergie et assurer sa sécurité ainsi que sa compétitivité économique.
- Du 8 au 14 juin
 - **Groupe de discussion avec des membres de la population générale de la Colombie-Britannique (C.-B.) (10 juin).**

- Groupe de discussion avec des membres de la population générale résidant dans des banlieues de Montréal (11 juin).
- Le 12 juin. Les gouvernements du Canada, de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de Terre-Neuve, du Yukon, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et du Manitoba, de concert avec le Centre interservices des feux de forêt du Canada (CIFFC) annoncent un investissement de 104 millions de dollars dans le cadre du programme « Des collectivités résilientes » en vertu du programme Intelli-feu du gouvernement du Canada visant à renforcer les mesures et les efforts déployés en vue d'améliorer et d'élargir la prévention et l'atténuation des feux de forêt à tous les niveaux de gouvernement.
- Groupe de discussion avec des personnes préoccupées par la criminalité résidant dans la région 905 de l'ouest de l'Ontario (12 juin).
- Du 15 au 21 juin
 - Le 15 juin. Le gouvernement du Canada accueille le Sommet des dirigeants du Groupe des Sept (G7) de 2025, qui s'est tenu à Kananaskis, en Alberta, du 15 au 17 juin 2025.
 - Groupe de discussion avec des travailleurs employés dans des secteurs impactés par les tarifs résidant dans le sud-ouest de l'Ontario (17 juin).
 - Groupe de discussion avec des membres de la population générale de la région des Laurentides, au Québec (18 juin).
 - Le 19 juin. Le ministre des Finances et du Revenu national annonce une série de mesures visant à protéger les producteurs et travailleurs canadiens de l'acier et de l'aluminium contre les tarifs douaniers imposés par les États-Unis (É.-U.) Ces mesures visent à apporter une aide économique immédiate aux travailleurs et aux entreprises des secteurs de l'acier et de l'aluminium tout en jetant les bases nécessaires à une force industrielle à long terme et à une croissance propre.
 - Groupe de discussion avec des membres de la population générale résidant à Calgary et à Edmonton (19 juin).
- Du 22 au 30 juin
 - Le 23 juin. Le gouvernement du Canada et le gouvernement des Émirats arabes unis publient une déclaration commune réaffirmant leur engagement à approfondir leur coopération bilatérale dans les domaines du commerce, de l'investissement, de l'innovation, des liens interpersonnels, du développement international et de la paix et de la sécurité régionales.
 - Groupe de discussion avec des femmes âgées de 50 ans et plus résidant à Terre-Neuve, à l'Île-du-Prince-Édouard et en Nouvelle-Écosse (24 juin).
 - Groupe de discussion avec des locataires et acheteurs potentiels d'une propriété résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario (25 décembre).
 - Le 26 juin. Le projet de loi C-5, *Loi sur l'unité de l'économie canadienne* reçoit la sanction royale. Cette loi permettra au gouvernement fédéral d'entamer la mise en œuvre de son plan

pour bâtir un Canada plus fort et plus uni en dynamisant la productivité, la croissance économique et la compétitivité du Canada.

- **Groupe de discussion avec des hommes âgés de 50 ans et plus résidant dans la région métropolitaine de Montréal (26 juin).**
- Le 27 juin. Le gouvernement du Canada annonce la mise en œuvre de contingents tarifaires sur les importations de produits fabriqués en aciérie en provenance de partenaires non-signataires d'un accord de libre-échange pour aider à stabiliser le marché canadien et empêcher le détournement préjudiciable d'acier étranger de pays tiers vers le Canada tout en réduisant au minimum les répercussions sur les importateurs canadiens et les utilisateurs en aval.
- Le 30 juin. Le ministre des Finances et du Revenu national présente un avant-projet de loi visant à ce que tous les versements effectués dans le cadre de la Remise canadienne sur le carbone pour les petites entreprises soient libres d'impôt afin de s'assurer que les petites entreprises peuvent profiter pleinement des avantages financiers de cette remise.
- Le 30 juin. Dans le cadre des efforts qu'il déploie pour bâtir une économie forte au Canada, le gouvernement fédéral annonce qu'il éliminera toutes les exceptions fédérales qui figurent encore dans l'Accord de libre-échange canadien (ALEC).

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Les participants de tous les groupes ont été invités à faire part de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Un vaste éventail d'annonces et d'initiatives ont été rappelées, à savoir :

- La visite royale de Leurs Majestés le roi Charles III et la reine Camilla à Ottawa du 26 mai 2025 au 27 mai 2025. Dans le cadre de cette visite, le Roi assiste à l'ouverture officielle du Parlement du Canada et prononce le discours du Trône pour ouvrir la première session de la 45e législature et présenter le programme du gouvernement fédéral;
- L'accueil par le gouvernement du Canada du Sommet des dirigeants du Groupe des Sept (G7) de 2025, qui s'est tenu du 15 au 17 juin 2025 à Kananaskis, en Alberta. Plusieurs participants se souvenaient avoir entendu dire que le gouvernement fédéral avait saisi l'occasion de ce sommet pour tenir des discussions directes portant sur d'importants enjeux, dont le commerce et la défense nationale, avec ses principaux alliés, incluant les États-Unis;
- La réponse soutenue du gouvernement du Canada à une série de tarifs douaniers imposés par les États-Unis sur des importations canadiennes, y compris un tarif douanier de 50 % récemment instauré par le gouvernement américain sur toutes les importations d'acier et d'aluminium. Quelques-uns d'entre eux disaient croire que le gouvernement fédéral avait collaboré avec les États-Unis afin d'établir un délai de 30 jours pendant lequel les deux pays

négocieraient et concluraient un nouvel accord commercial qui traiterai de ces tarifs douaniers;

- Les discussions entre le premier ministre et les premiers ministres provinciaux et territoriaux lors de la Rencontre des premiers ministres, qui s'est tenue à Saskatoon, en Saskatchewan, le 2 juin 2025. Plusieurs participants ont dit croire que l'objectif principal de cette rencontre avait été de négocier la suppression des barrières au commerce intérieur afin d'augmenter la résilience de l'économie canadienne pour les années à venir;
- L'adoption et la sanction royale du projet de loi C-5, *Loi édictant la Loi sur le libre-échange et la mobilité de la main-d'œuvre au Canada et la Loi visant à bâtir le Canada*, qui devrait contribuer à accélérer et à faire progresser de grands projets d'intérêt national partout au Canada;
- La publication d'un rapport de la vérificatrice générale du Canada ayant révélé que les coûts prévus liés à l'achat, par le gouvernement du Canada, d'une nouvelle flotte de chasseurs F-35A des États-Unis avaient augmenté de près de 50 % par rapport aux estimations initiales. Les participants se souvenaient également avoir entendu parler d'autres problèmes liés à l'acquisition de ces avions, notamment de retards dans la construction d'installations de soutien au sol nécessaires et d'une pénurie de pilotes qualifiés; et
- Les mesures prises par le gouvernement du Canada pour renforcer la sécurité des frontières canadiennes, notamment l'embauche de personnel supplémentaire à l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC), les investissements dans de nouvelles technologies et de nouveaux équipements de sécurité, une meilleure coordination entre les organismes fédéraux et les services provinciaux, territoriaux et municipaux chargés de l'application de la loi, et une collaboration accrue avec les responsables américains de la sécurité aux frontières.

Les participants se souvenaient également de certaines activités en lien avec le gouvernement du Canada sur la scène internationale. Au nombre de celles-ci :

- La participation du premier ministre et d'autres fonctionnaires fédéraux au sommet de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) qui s'est tenu à Washington D.C. du 24 juin 2025 au 25 juin 2025; dans le cadre de ce sommet, le gouvernement du Canada a annoncé qu'il se joindrait à ses alliés de l'OTAN pour signer un nouvel engagement en matière d'investissements de défense, qui exigera que le Canada consacre 5 % de son produit intérieur brut (PIB) annuel d'ici 2035 au renforcement des capacités militaires de base du pays et à d'autres priorités essentielles liées à la défense et à la sécurité;
- L'annonce par le gouvernement fédéral d'une aide militaire supplémentaire de 2 milliards de dollars à l'Ukraine pour l'aider à se défendre contre l'invasion russe de son territoire;
- L'annonce d'un nouveau partenariat stratégique entre le Canada et l'Union européenne (UE) visant à approfondir les relations du Canada avec l'UE grâce à une coopération accrue dans des domaines essentiels tels que la défense, les échanges commerciaux et le commerce.

Priorités du gouvernement du Canada

(femmes âgées de 18 à 34 ans résidant dans le Lower Mainland de la C.-B., Canada atlantique, femmes de 35 à 49 ans résidant en Saskatchewan, Colombie-Britannique, banlieues de Montréal, région des Laurentides [Québec], locataires et acheteurs potentiels d'une propriété résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario)

Les participants de sept groupes ont pris part à des discussions portant sur les principaux domaines d'intervention prioritaires qui avaient été définis par le gouvernement du Canada. Dans un premier temps, les participants ont été invités à cerner les principaux enjeux sur lesquels devrait, à leur avis, se pencher le gouvernement fédéral. Un large éventail de domaines d'intervention prioritaires ont été mentionnés, à savoir :

- Le coût de la vie et l'économie — bon nombre de participants ont cité le coût de la vie comme problématique majeure ayant, selon eux, un impact croissant sur les ménages canadiens. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que la vie au Canada était devenue inabordable ces dernières années et un certain nombre d'entre eux ont indiqué avoir eux-mêmes eu de la difficulté à joindre les deux bouts. On estimait que le gouvernement fédéral devait davantage veiller à ce que les produits essentiels, comme les produits d'épicerie et l'essence, soient abordables pour tous les Canadiens, et à assurer la stabilité des prix à la consommation et du taux d'inflation.
- Le logement — un grand nombre de participants ont mentionné l'accès à un logement abordable comme domaine d'intervention prioritaire clé auquel le gouvernement fédéral devait selon eux porter une plus grande attention. De l'avis général, les logements, tant locatifs que commerciaux, étaient devenus de plus en plus chers au Canada au cours des dernières années, et on estimait qu'il était devenu difficile pour de nombreuses familles à faible et moyen revenu de se procurer un logement sûr et abordable au sein de leur collectivité. On était d'avis que, comparativement aux générations précédentes, le coût du logement représentait aujourd'hui une part beaucoup plus importante des revenus des Canadiens, raison pour laquelle il était maintenant devenu difficile pour de nombreuses familles d'épargner et d'améliorer leur situation financière. On estimait que le gouvernement fédéral devait en faire beaucoup plus pour accélérer la construction de logements résidentiels abordables et pour garantir à tous les Canadiens l'accès à un logement abordable au sein de leurs collectivités.



- L'emploi — plusieurs participants ont en outre mentionné l'emploi comme priorité majeure sur laquelle devait, à leur avis, se concentrer le gouvernement du Canada. Un certain nombre d'entre eux avaient l'impression que le taux de chômage au Canada avait augmenté ces dernières années et qu'il était devenu de plus en plus difficile pour les travailleurs (et les jeunes en particulier) de trouver des emplois bien rémunérés dans leur région. Afin de remédier à ce problème, on estimait que le gouvernement du Canada pourrait accroître le soutien financier accordé à l'éducation et à la formation professionnelle de particuliers souhaitant faire carrière dans des secteurs en forte demande (comme ceux des soins de santé et de l'éducation), qui, croyait-on, connaissaient actuellement une pénurie de main-d'œuvre généralisée.
- Les soins de santé — un certain nombre de participants ont en outre cité les soins de santé comme domaine d'intervention prioritaire devant être pris en compte par le gouvernement fédéral. Plusieurs d'entre eux avaient l'impression que les systèmes de soins de santé dans de nombreuses régions du pays étaient devenus saturés depuis quelques années, ce qui avait, selon leur perception, entraîné de nombreuses difficultés, dont des pénuries généralisées de médecins et de personnel infirmier, de longs délais d'attente avant de pouvoir accéder à des soins d'urgence et primaires, et des difficultés à obtenir un médecin de famille. Toujours dans le domaine des soins de santé, plusieurs participants estimaient que le gouvernement du Canada devait consacrer davantage de ressources à la santé mentale et à la toxicomanie, certains d'entre eux affirmant que ces problèmes étaient devenus de plus en plus courants dans leurs collectivités depuis quelque temps.
- L'immigration — certains participants étaient également d'avis que l'immigration devait constituer un domaine d'intervention prioritaire pour le gouvernement du Canada. On était d'avis que le taux d'immigration anormalement élevé des dernières années avait entraîné une diminution importante du nombre de logements abordables disponibles et de possibilités d'emploi pour les Canadiens, ce qui avait exacerbé les difficultés liées à l'abordabilité et au coût de la vie. Toujours en lien avec l'immigration, les participants estimaient que davantage devait être fait pour rationaliser le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers, afin de permettre aux nouveaux arrivants au Canada d'obtenir plus facilement une certification leur permettant de travailler dans leur domaine d'expertise.
- Le changement climatique et l'environnement — les participants estimaient également que le changement climatique et l'environnement devaient dorénavant constituer des priorités majeures pour le gouvernement fédéral. Compte tenu de ses répercussions négatives potentielles sur les générations actuelles et futures, le changement climatique était perçu par un certain nombre de participants comme étant le principal défi auquel font face les Canadiens à l'heure actuelle et estimaient qu'il était essentiel que le gouvernement du Canada continue d'investir dans des initiatives liées au climat (comme le développement d'énergies propres et renouvelables) à l'avenir.

À la question de savoir s'ils se souvenaient avoir vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet des secteurs prioritaires d'intervention annoncés par le gouvernement du Canada, quelques-uns d'entre eux estimaient que ce dernier s'était principalement attaché à coordonner la réponse du pays aux tarifs

douaniers américains et à renforcer l'économie canadienne en supprimant les barrières commerciales entre provinces et territoires. En discutant de la question de savoir s'ils avaient connaissance de quelconques priorités définies lors du récent discours du Trône prononcé par le roi Charles III le 27 mai 2025, un petit nombre d'entre eux estimaient que ce discours avait mis l'accent sur la croissance économique du Canada et réaffirmé le statut du Canada en tant que pays souverain.

Pour faciliter la conversation, les participants se sont vu fournir une liste de sept domaines d'intervention prioritaires ayant été définis par le gouvernement du Canada. Aux nombres de ceux-ci :

- *Établir de nouveaux rapports avec les États-Unis dans les domaines de l'économie et de la sécurité et renforcer sa collaboration avec des alliés et partenaires commerciaux fiables du monde entier;*
- *Bâtir une seule économie canadienne unifiée en éliminant les obstacles au commerce interprovincial ainsi qu'en définissant et en accélérant les projets d'intérêt national favorisant la création de liens entre nos communautés et transformant notre pays;*
- *Réduire les coûts dans l'intérêt des Canadiens et les aider à améliorer leur situation;*
- *Rendre le logement plus abordable en mettant à profit le pouvoir d'une coopération public privé, en stimulant une industrie du logement moderne et en créant de nouvelles carrières dans les métiers spécialisés;*
- *Protéger la souveraineté du Canada et assurer la sécurité de la population canadienne au moyen de mesures visant à renforcer les Forces armées canadiennes, la sécurité de nos frontières ainsi que nos forces de l'ordre;*
- *Attirer les plus grands talents du monde pour bâtir notre économie tout en ramenant nos taux d'immigration globaux à des niveaux viables;*
- *Consacrer moins d'argent au fonctionnement de l'appareil gouvernemental pour que les Canadiennes et les Canadiens puissent investir davantage dans les gens et les entreprises qui bâtiront l'économie la plus forte du G7.*

La plupart des participants ont positivement réagi à cette information, un grand nombre d'entre eux estimant que les priorités sur lesquelles entendait se concentrer le gouvernement fédéral étaient les bonnes. Plusieurs d'entre eux se demandaient toutefois quelles mesures particulières seraient prises pour donner suite à ces priorités et quel serait l'échéancier prévu pour ces initiatives. Bien qu'ils aient exprimé leur appui à toutes les priorités énumérées, un certain nombre de participants se demandaient toutefois si le gouvernement du Canada disposerait des ressources humaines et financières nécessaires pour se concentrer sur autant d'objectifs clés à la fois, quelques-uns d'entre eux estimant qu'il devrait plutôt réduire son champ d'action afin d'obtenir des résultats plus marqués dans un nombre plus restreint de domaines. Parmi les rares participants dont les réactions avaient été moins positives, certains estimaient que la liste était quelque peu imprécise et que plusieurs domaines prioritaires d'intervention, dont la réduction des coûts dans l'intérêt des Canadiens et l'accès à un plus grand nombre de logements abordables, avaient déjà été au cœur des préoccupations du gouvernement fédéral depuis de nombreuses années sans que des progrès tangibles aient été réalisés. À la question de savoir si certaines de ces priorités manquaient de clarté, la plupart des participants les

ont qualifiées de relativement claires, tandis que quelques-uns d'entre eux se demandaient ce que « protéger la souveraineté canadienne », « réduire les dépenses de fonctionnement du gouvernement » et « renforcer l'application de la loi » voulaient dire.

Les participants se sont ensuite livrés à un exercice dans le cadre duquel ils se sont vu inviter à sélectionner les priorités qui, selon eux, étaient les plus importantes et sur lesquelles le gouvernement fédéral devait se concentrer. Les participants ont été invités à choisir un maximum de trois priorités parmi les sept proposées. Dans l'ensemble, l'initiative visant à réduire les coûts pour les Canadiens a reçu le plus haut niveau de soutien. Bon nombre de participants étaient d'avis que cette priorité aurait des répercussions positives au sein d'un grand nombre de ménages, certains d'entre eux estimant que les progrès réalisés dans ce domaine seraient particulièrement utiles aux Canadiens à faible revenu et à revenu moyen ayant actuellement de la difficulté à faire face au coût de la vie. On était d'avis qu'en réduisant les coûts et en rendant la vie plus abordable pour les Canadiens, le gouvernement fédéral aiderait de nombreux ménages à atteindre une stabilité financière, en leur permettant de disposer d'un revenu disponible et de renforcer leur capacité d'épargne.

Bon nombre d'entre eux estimaient également que le fait de prioriser l'accessibilité au logement aurait une incidence positive dans la vie de nombreux Canadiens éprouvant des difficultés à acheter ou à louer un logement. Plusieurs participants aspirant à devenir propriétaires ont déclaré qu'il leur avait été très difficile d'amasser les fonds nécessaires à l'achat d'une propriété et que toute mesure prise par le gouvernement fédéral pour rendre le logement plus abordable constituerait un pas dans la bonne direction. Un certain nombre de participants propriétaires d'un logement ont exprimé des inquiétudes quant à la capacité future de leurs enfants à acheter une maison si les prix de l'immobilier continuaient d'augmenter au même rythme qu'ils ne l'avaient fait au cours des dernières décennies. Quelques-uns d'entre eux étaient d'avis que le fait de pouvoir accéder à un logement sûr et abordable constituait un droit fondamental et, à ce titre, estimaient que l'abordabilité du logement devait devenir une priorité absolue du gouvernement fédéral dans un avenir prévisible.

Un grand nombre de participants ont choisi comme priorité l'établissement de nouvelles relations avec les États-Unis et le renforcement de notre collaboration avec des alliés à l'échelle mondiale. Plusieurs d'entre eux estimaient que, compte tenu de l'imprévisibilité perçue des États-Unis en tant que partenaire commercial et allié économique, il était important que le gouvernement du Canada cherche à établir des relations avec d'autres partenaires commerciaux à travers le monde tout en poursuivant ses négociations avec le gouvernement américain. On était d'avis que, même si les relations du gouvernement fédéral avec l'administration américaine étaient difficiles à l'heure actuelle, il était important de maintenir des relations de travail positives à long terme avec les États-Unis, compte tenu de la taille de leur économie et de leur proximité avec le Canada. Plusieurs participants ont également exprimé leur appui à la priorité visant à bâtir une seule économie canadienne unifiée. Les participants estimaient que cette approche présenterait de nombreux avantages, dont le renforcement de l'économie canadienne, la promotion d'une coopération accrue entre les différentes régions du pays et une plus grande indépendance économique pour le Canada.

Ces derniers ont exprimé un soutien modéré aux initiatives visant à réduire les dépenses publiques, à protéger la souveraineté canadienne et à assurer la sécurité des Canadiens. Parmi les participants

estimant que la réduction des dépenses consacrées aux activités du gouvernement devait constituer une priorité majeure, on s'attendait à ce que la réduction des dépenses fédérales et la rationalisation des dépenses publiques contribuent à renforcer la résilience de l'économie canadienne et à réduire la dette nationale à long terme. Parmi ceux qui considéraient que la protection de la souveraineté canadienne et la sécurité des Canadiens constituaient une priorité absolue, on était d'avis qu'un accroissement des dépenses en matière de défense s'observait partout dans le monde et qu'il était important que le Canada investisse davantage dans ce domaine. On était d'avis que le gouvernement fédéral devait désormais accorder une attention particulière à la protection du Nord canadien contre d'éventuelles menaces et incursions. Seul un petit nombre de participants a sélectionné la priorité consistant à attirer les meilleurs talents du monde entier tout en maintenant les taux d'immigration à des niveaux viables. Parmi ceux qui avaient sélectionné cette initiative, les commentaires ont principalement porté sur l'aspect de cette priorité prévoyant de maintenir les taux d'immigration à des niveaux stables et viables.

À la question de savoir s'il y avait, à leur avis, des priorités qui ne devraient pas figurer sur cette liste, un petit nombre de participants ont dit craindre que la réduction des dépenses consacrées aux activités gouvernementales n'entraîne une diminution de la qualité et de la disponibilité des services fédéraux destinés au détriment des Canadiens. Quelques-uns d'entre eux estimaient également que plutôt que de consacrer des efforts à attirer les meilleurs talents du monde, le gouvernement fédéral devrait avoir pour objectif d'augmenter le nombre de débouchés offerts aux travailleurs talentueux vivant déjà au Canada. Lorsqu'on leur a demandé s'il y avait des priorités ne figurant pas sur la liste qui, selon eux, devraient y figurer, les participants ont cité un certain nombre de domaines d'intervention. Au nombre de ceux-ci figuraient les soins de santé, le changement climatique, la réconciliation avec les peuples autochtones et le développement accru des ressources naturelles du Canada.

Le groupe composé de locataires et d'acheteurs potentiels d'une propriété résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario se sont vu poser quelques questions complémentaires en lien avec la priorité du gouvernement consistant à rendre le logement plus abordable dans l'intérêt des Canadiens. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

Le gouvernement du Canada s'est engagé à contribuer à doubler le taux de construction résidentielle et instaurera des mesures visant à offrir des logements abordables grâce à la création d'une organisation appelée Créer Maisons Canada. Créer Maisons Canada s'engage à :

- *Accélérer la construction de nouveaux logements abordables;*
- *Investir dans la croissance de l'industrie du logement préfabriqué et modulaire;*
- *Financer les constructeurs de logements abordables.*

Le gouvernement veillera également à optimiser le marché du logement en réduisant de moitié les droits d'aménagement municipaux pour tous les logements collectifs et stimulera l'offre afin de faire baisser les coûts du logement.

La plupart des participants ont favorablement réagi à cette information, un certain nombre d'entre eux estimant que ces mesures contribueraient grandement à augmenter l'offre de logements et à rendre le logement plus abordable, et ce, plus particulièrement au profit d'éventuels acheteurs d'une première propriété. Tout en se prononçant en faveur de ces mesures, quelques participants se demandaient toutefois ce que le terme « logement abordable » voulait dire ainsi que sur les critères précis qui seraient utilisés pour déterminer si un projet de logement était considéré comme abordable. Lorsqu'on leur a demandé s'ils s'attendaient à ce que ces mesures du gouvernement du Canada aient un impact positif sur le marché du logement, presque tous les participants ont répondu par l'affirmative.

Unité de l'économie canadienne

(Colombie-Britannique, banlieues de Montréal, particuliers préoccupés par la criminalité résidant dans la région 905 de l'ouest de l'Ontario, travailleurs du sud-ouest de l'Ontario employés dans des secteurs impactés par les tarifs, région des Laurentides [Québec], Calgary et Edmonton, femmes âgées de 50 ans et plus résidant à Terre-Neuve, à l'Île-du-Prince-Édouard et en Nouvelle-Écosse, locataires et acheteurs potentiels d'une propriété résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario et hommes âgés de 50 ans et plus résidant dans la région métropolitaine de Montréal)

Les participants de neuf groupes ont pris part à des discussions portant sur les intentions du gouvernement fédéral de bâtir une économie canadienne unifiée. À la question de savoir s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit à ce sujet, plusieurs participants ont déclaré avoir entendu dire que le gouvernement du Canada collaborait avec les gouvernements provinciaux et territoriaux afin d'éliminer les obstacles au commerce intérieur et d'accroître le libre-échange à l'échelle du pays. Un certain nombre d'entre eux se souvenaient également avoir entendu dire que le gouvernement fédéral s'employait à accélérer la réalisation de grands projets d'infrastructure et

énergétiques partout au Canada, notamment en prenant des mesures visant à abolir les formalités administratives et autres obstacles qui, selon eux, limitaient la rapidité avec laquelle de nouveaux grands projets pouvaient être approuvés et réalisés. Quelques participants avaient le sentiment que des efforts avaient été déployés par le gouvernement du Canada pour que les travailleurs de secteurs réglementés (dont les membres du personnel infirmier et les gens exerçant des métiers spécialisés) puissent plus facilement obtenir un permis de travail dans d'autres provinces et territoires, avec pour objectif d'accroître la mobilité des travailleurs qualifiés dans l'ensemble du pays.

Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

Le gouvernement du Canada a récemment présenté un projet de loi visant à supprimer les obstacles fédéraux au commerce intérieur et à la mobilité de la main-d'œuvre, notamment en précisant comment accélérer le processus visant à déterminer et à approuver les projets d'infrastructure d'intérêt national; le projet de loi vise à bâtir une économie plus forte, plus concurrentielle et plus résiliente prenant les intérêts de tous les Canadiens en compte;

Le gouvernement du Canada déterminera si un grand projet est considéré comme étant d'intérêt national en se fondant sur des consultations avec les provinces, les territoires et les peuples autochtones;

Parmi des exemples de tels projets, on peut citer des autoroutes, chemins de fer, ports, aéroports, oléoducs, gazoducs, installations nucléaires, projets de transports d'électricité ainsi que des projets miniers ou liés aux minéraux essentiels.

Bon nombre d'entre eux se sont dit particulièrement favorables aux efforts déployés par le gouvernement fédéral pour éliminer les nombreux obstacles au commerce intérieur qui existaient actuellement dans l'ensemble du pays. De l'avis général, l'élimination de ces obstacles contribuerait à bâtir une économie canadienne plus unifiée et renforcerait la résilience économique et l'autonomie du Canada dans les années à venir. On était d'avis que ces mesures contribueraient également à rendre le pays moins vulnérable aux mesures économiques prises par d'autres partenaires internationaux, comme la récente décision des États-Unis d'imposer des tarifs douaniers généralisés sur un large éventail d'importations canadiennes. Plusieurs participants ont favorablement réagi à la détermination du gouvernement d'accélérer la désignation et l'approbation de projets d'infrastructure d'intérêt national, estimant que le processus d'approbation actuel était trop lent et freinait la réalisation de grands projets. On estimait que l'adoption de cette approche pourrait également contribuer à faire du Canada un endroit plus attrayant pour les multinationales souhaitant s'y implanter, ce qui renforcerait davantage la compétitivité de l'économie canadienne dans les années à venir. Tout en se déclarant favorables à l'accélération du rythme auquel étaient approuvés et réalisés de nouveaux projets, plusieurs participants estimaient nécessaire que le gouvernement fédéral mette en place des règles et des mécanismes de surveillance afin de garantir que ces projets soient réalisés et exploités de manière écologiquement durable.

Parmi les participants ayant moins positivement réagi à cette information, plusieurs ont exprimé des préoccupations quant aux répercussions négatives que pourraient avoir certains de ces projets

d'intérêt national (p. ex. oléoducs, installations nucléaires et projets miniers) sur l'environnement. Quelques participants disaient craindre que l'accélération du processus d'approbation de grands projets et l'exploitation accrue de ressources naturelles dont le pétrole, le gaz naturel et les minéraux critiques, telle que préconisées par le gouvernement du Canada, n'aient pour effet d'exacerber les effets du changement climatique et nuisent au bien-être de générations futures. Un petit nombre d'entre eux étaient d'avis que plutôt que de prioriser le développement d'infrastructures et de ressources, le gouvernement devait se focaliser sur d'autres types de projets d'intérêt national, dont la réalisation d'un plus grand nombre de projets résidentiels au sein de collectivités canadiennes, ainsi que l'octroi d'aides financières bonifiées aux familles peinant actuellement à faire face au coût de la vie.

Les participants se sont ensuite vu présenter l'information suivante :

L'accélération du processus d'approbation des projets aura pour facteur clé l'adoption d'une approche « un projet, une évaluation », plutôt que d'avoir deux processus d'approbation distincts, l'un fédéral et l'autre provincial, qui se succèdent. Les gouvernements fédéral et provinciaux travailleront de concert pour faire en sorte qu'il n'y ait qu'une seule évaluation par projet.

À la question de savoir quel était leur degré de connaissance du processus actuel d'évaluation environnementale de projets énergétiques et d'infrastructure, très peu de participants ont déclaré avoir des connaissances dans ce domaine. En discutant de la question de savoir si les évaluations étaient, à leur avis, trop rigoureuses, pas assez rigoureuses ou à peu près adéquates, un nombre approximativement égal de participants estimaient qu'elles n'étaient pas assez rigoureuses par rapport à ceux qui les jugeaient adéquates, tandis qu'un nombre plus restreint d'entre eux estimaient que le processus d'évaluation actuel était trop rigoureux. Parmi ceux qui étaient d'avis que le processus d'évaluation environnementale n'était pas assez rigoureux, plusieurs participants étaient d'avis qu'une plus grande importance devait être accordée à cerner et à prendre en compte les éventuelles conséquences environnementales que pourrait avoir la réalisation de ces nouveaux projets d'infrastructure. Parmi ceux qui estimaient que le processus était déjà suffisamment rigoureux, plusieurs participants considéraient que l'autorisation accordée aux gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux de mener chacun leurs propres examens indépendants s'inscrivait dans un mécanisme essentiel de freins et contrepoids et garantissait que les préoccupations de chaque ordre de gouvernement seraient entendues. Parmi le plus petit nombre de participants estimant que le processus d'évaluation était actuellement trop rigoureux, l'opinion a été réitérée selon laquelle le processus existant était assez chronophage et pouvait entraîner des difficultés considérables au démarrage de travaux de construction, ce qui nuisait à la concrétisation des avantages économiques potentiels associés à ces projets.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils estimaient que le processus d'évaluation actuel était trop lent, trop rapide ou qu'il se déroulait à un rythme à peu près adéquat, bon nombre d'entre eux ont répondu qu'il était trop lent. Un plus petit nombre de participants estimait qu'il se déroulait à un rythme à peu près adéquat, et quelques-uns d'entre eux avaient toutefois l'impression que les évaluations étaient menées trop rapidement. Parmi ceux qui estimaient que les évaluations et les approbations prenaient trop de

temps, un certain nombre de participants avaient l'impression que la mise en chantier d'un grand projet pouvait prendre plusieurs années et estimaient que la lenteur des processus d'évaluation était un des facteurs clés contribuant à ces retards. Un certain nombre d'entre eux se souvenaient de projets d'envergure (dont des hôpitaux et des infrastructures de transports en commun) en cours de réalisation dans leur région depuis une décennie et qui n'étaient toujours pas achevés. Quelques participants étaient d'avis que le processus actuel en deux étapes, dans le cadre duquel les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux effectuent chacun leur propre évaluation, prenait trop de temps et étaient d'avis que l'approche « un projet, une évaluation » proposée serait à l'avenir beaucoup plus efficace.

Les quelques participants estimant que le processus d'évaluation se déroulait généralement à un rythme adéquat jugeaient important de recueillir les commentaires d'un large éventail d'intervenants, dont les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, les scientifiques, les groupes environnementaux, ainsi que les peuples autochtones, entre autres. On estimait que même si le processus était chronophage, il était essentiel de déterminer les répercussions potentielles sur les collectivités avoisinantes et l'environnement de grands projets d'infrastructure avant d'en approuver la réalisation.

Parmi les quelques participants estimant que les évaluations étaient souvent menées trop rapidement, on était d'avis que, dans certains domaines, notamment lorsqu'il s'agit d'introduire de nouvelles technologies comme celles des véhicules électriques ou de l'énergie nucléaire, il était important de bien comprendre les avantages et les défis environnementaux potentiels associés avant d'investir dans de grands projets d'infrastructure.

Les participants ont ensuite pris part à un exercice dans le cadre duquel on leur a présenté une liste de projets d'infrastructure d'intérêt national que le gouvernement du Canada pourrait réaliser et on leur a demandé d'indiquer ceux qu'ils appuyaient. Au nombre des mesures, citons :

- *Oléoducs neufs ou agrandis;*
- *Lignes de transport d'électricité à longue distance;*
- *Terminaux d'exportation de gaz naturel liquéfié;*
- *Agrandissement des ports;*
- *Installations de captage et de séquestration du carbone;*
- *Éoliennes extracôtières;*
- *Exploitation minière accrue de minéraux critiques;*
- *Projets hydroélectriques;*
- *Centrales nucléaires;*
- *Lignes de chemin de fer à grande vitesse;*
- *Autoroutes.*

Dans l'ensemble, les initiatives visant à construire des trains à grande vitesse ont reçu le plus haut niveau de soutien de la part des participants. Bon nombre d'entre eux estimaient qu'en investissant dans la construction de réseaux ferroviaires à grande vitesse, le gouvernement fédéral contribuerait à

faciliter et à rendre plus rentables les déplacements des Canadiens à l'intérieur du pays. Un grand nombre d'entre eux ont évoqué ce qu'ils considéraient comme étant les avantages économiques potentiels associés à ces projets, estimant que le train à grande vitesse offrirait aux fabricants canadiens un moyen plus rapide et plus abordable d'acheminer leurs produits à travers le pays et contribuerait également à renforcer la connectivité économique entre les différentes régions du Canada. On était également d'avis que l'utilisation accrue de trains à grande vitesse permettrait à un grand nombre de travailleurs de gagner du temps lors de leurs trajets domicile-travail en leur fournissant un mode de transport efficace et abordable pour se rendre au travail. Plusieurs participants étaient également d'avis qu'un investissement dans des trains à grande vitesse, le gouvernement du Canada prendrait des mesures pour atténuer les effets du changement climatique, un certain nombre d'entre eux estimant que le train à grande vitesse constituait un mode de transport plus durable que l'avion ou l'automobile.

Un grand nombre de participants ont choisi comme priorité d'accroître les investissements dans le réseau autoroutier canadien. Tout comme pour les raisons invoquées par les participants pour avoir choisi les projets de train à grande vitesse, bon nombre d'entre eux estimaient que la construction de nouvelles autoroutes pourrait grandement améliorer la connectivité entre les différentes régions du pays et faciliter la circulation des personnes et des biens depuis et vers des collectivités canadiennes. On s'attendait à ce que la construction de nouvelles autoroutes soit particulièrement utile pour les personnes vivant dans des régions rurales n'étant actuellement accessibles que par une seule route. On était d'avis que la construction d'autoroutes supplémentaires pourrait également faciliter l'évacuation des collectivités touchées en cas de catastrophes naturelles à grande échelle, dont des feux de forêt. Plusieurs participants estimaient qu'outre la construction de nouvelles autoroutes, il fallait également accorder une importance particulière à l'élargissement et à la réfection des autoroutes existantes, nombre d'entre eux disant croire qu'il était nécessaire que de nombreux couloirs de circulation canadiens, dont de principaux axes de transport domicile-travail comme la voie express Gardiner, soient rénovés en raison du vieillissement de leurs infrastructures.

Les participants ont également exprimé un soutien marqué pour les projets liés à l'hydroélectricité et à la construction de lignes de transport d'électricité à longue distance. En focalisant la discussion sur l'hydroélectricité, un certain nombre de participants estimaient que cette technologie constituait une source d'énergie propre, peu coûteuse et renouvelable qui avait déjà été développée avec beaucoup de succès dans certaines régions du pays, et notamment au Québec. On était d'avis que le renforcement de la capacité hydroélectrique du pays pourrait renforcer la résilience des réseaux électriques nationaux et présenter une solution économiquement viable permettant au gouvernement du Canada de satisfaire la demande énergétique d'une population croissante. Comme pour l'hydroélectricité, plusieurs participants se sont également prononcés en faveur de la construction de lignes de transport d'électricité à longue distance, estimant que cela faciliterait le transport d'électricité vers différentes régions du pays et pourrait notamment à la fois contribuer à prévenir des surcharges du réseau et des pannes de courant. On estimait que le fait de prioriser un tel projet permettrait aux résidents de collectivités rurales et éloignées de bénéficier d'une source d'électricité plus fiable et contribuerait probablement à réduire les pannes de courant dans ces régions du pays.

Les initiatives ayant notamment pour objectif la construction d'oléoducs et de gazoducs ou l'expansion d'oléoducs et de gazoducs existants, une exploitation minière accrue de minéraux critiques ainsi que l'agrandissement des ports canadiens ont reçu un soutien modéré de la part des participants. Parmi les participants ayant choisi quelques-unes ou la totalité de ces initiatives, la plupart étaient d'avis que chacune d'entre elles comportait d'importants avantages économiques, un certain nombre d'entre eux estimant que le Canada disposait de vastes ressources naturelles pouvant être exploitées dans une bien plus large mesure qu'elles le sont actuellement. Les participants étaient également d'avis que le pétrole, le gaz naturel et les minéraux essentiels étaient des ressources très convoitées à l'échelle mondiale et qu'en accordant la priorité à ces domaines d'intervention, ainsi qu'à l'expansion des ports canadiens, le gouvernement fédéral pourrait contribuer à faire du Canada une puissance économique à l'avenir. On estimait également qu'en augmentant la capacité du pays à produire et à exploiter ses ressources naturelles, le gouvernement fédéral contribuerait à réduire la dépendance du Canada à l'égard de ses partenaires commerciaux, comme les États-Unis, dans les années à venir. Parmi les participants n'ayant pas sélectionné ces initiatives, plusieurs ont exprimé des préoccupations quant aux effets négatifs que pourraient avoir sur l'environnement et les écosystèmes locaux des projets comme l'expansion de ports, la construction d'oléoducs ou le lancement de nouvelles activités minières, et quant aux émissions produites par de tels projets susceptibles d'aggraver des enjeux globaux tels que le changement climatique.

Un petit nombre d'entre eux ont choisi les initiatives visant à construire des éoliennes extracôtières. Parmi ceux qui estimaient que le gouvernement fédéral devait prioriser ces projets, bon nombre de participants ont affirmé que les énergies éolienne ou nucléaire constituaient des sources d'énergie renouvelables plus propres pouvant servir à répondre aux besoins énergétiques des Canadiens tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre. Certains participants parmi ceux qui n'avaient pas appuyé l'initiative visant à construire des éoliennes extracôtières ont exprimé des inquiétudes quant aux impacts potentiellement préjudiciables de ces installations sur l'environnement marin, quelques-uns d'entre eux ayant le sentiment que les éoliennes produisaient une quantité d'énergie nettement inférieure à celle d'autres sources d'énergie propre. Parmi les participants n'ayant pas sélectionné l'initiative visant à construire davantage d'installations nucléaires, nombreux sont ceux ayant exprimé des préoccupations concernant les enjeux de sécurité associés à la technologie nucléaire, ainsi qu'aux difficultés perçues en matière de gestion des déchets radioactifs.

Relativement peu de participants avaient désigné les installations de capture et de séquestration du carbone et les terminaux de gaz naturel liquéfié comme étant des projets d'infrastructure qu'ils soutenaient. Parmi ceux qui étaient en faveur d'une augmentation du nombre d'installations de capture et de séquestration du carbone, on estimait que ces dernières contribueraient efficacement à réduire les émissions et à atténuer les effets des changements climatiques. Parmi le petit nombre de participants ayant choisi l'initiative visant à construire davantage de terminaux de gaz naturel liquéfié, on était d'avis que l'exportation accrue de gaz naturel destiné à des partenaires commerciaux du monde entier pourrait renforcer l'économie canadienne et constituer une source précieuse pour la création d'emplois destinés aux travailleurs canadiens. Bon nombre des participants n'ayant pas choisi ces initiatives ont déclaré ne pas être familiarisés avec les termes « captage et séquestration du carbone » et « gaz naturel liquéfié ».

Les participants se sont également livrés à un exercice dans le cadre duquel ils se sont vu présenter une liste de critères potentiels sur lesquels le gouvernement du Canada pourrait s'appuyer pour déterminer s'il convient ou non d'approuver de nouveaux projets d'infrastructure d'intérêt national. Les participants ont été invités à choisir les critères qu'ils jugeaient les plus importants, en ayant droit à un maximum de deux réponses. La liste présentée aux participants comprenait les critères suivants :

- *Le projet est-il créateur d'emploi?*
- *Le projet permet-il au Canada d'être plus indépendant économiquement des États-Unis?*
- *Le projet aura-t-il des impacts au sein des communautés autochtones (c.-à-d. sera-t-il bénéfiques ou négatifs pour ces dernières)?*
- *Le projet aura-t-il un impact sur l'habitat d'espèces en péril?*
- *Le projet permet-il au Canada de respecter ses objectifs climatiques?*

Pour le troisième critère, concernant plus particulièrement les communautés autochtones, les participants du groupe composé de femmes âgées de 50 ans et plus résidant à Terre-Neuve, à l'Île-du-Prince-Édouard et en Nouvelle-Écosse, de locataires et d'acheteurs potentiels d'une propriété résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario et d'hommes âgés de 50 ans et plus résidant dans la région métropolitaine de Montréal se sont vu fournir l'autre formulation suivante :

Les communautés autochtones ont-elles participé aux consultations concernant le projet et sont-elles d'accord pour qu'il soit mis en œuvre?

Bon nombre de participants ont choisi comme critère la question de savoir si un projet contribuerait à rendre le Canada plus indépendant économiquement des États-Unis comme l'une des principales priorités dont le gouvernement fédéral devrait tenir compte au moment de décider quels projets d'intérêt national approuver. De l'avis général, il était crucial, compte tenu des mesures qui avaient été prises par les États-Unis et notamment des tarifs douaniers imposés sur une vaste gamme d'importations canadiennes, que le gouvernement fédéral investisse dans des projets d'intérêt national visant à augmenter l'autosuffisance du pays et à diversifier davantage ses relations commerciales.

Un grand nombre de participants ont choisi comme critère la question de savoir si un nouveau projet d'intérêt national était créateur d'emploi. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que le fait de prioriser des projets créateurs d'emplois aurait un effet positif global sur l'économie canadienne et améliorerait la situation financière de nombreux ménages qui, selon eux, avaient du mal à faire face au coût élevé de la vie. On estimait que le fait de se concentrer sur cette priorité entraînerait probablement une augmentation des débouchés professionnels pour les travailleurs qualifiés éprouvant des difficultés à trouver un emploi, tout en offrant de nouvelles perspectives d'emploi aux jeunes Canadiens.

Plusieurs participants étaient d'avis que la question de savoir si un projet permettrait au Canada de respecter ses objectifs climatiques devait constituer une des principales priorités du gouvernement au moment d'approuver de grands projets. La plupart de ces participants s'accordaient à dire que s'il était important que le gouvernement du Canada s'attache à renforcer l'économie canadienne, ses efforts devaient s'accompagner de mesures visant à s'assurer que ces projets d'intérêt national n'ont pas de

répercussions négatives sur l'environnement. Un certain nombre d'entre eux estimait qu'il était important que le gouvernement fédéral continue à respecter son engagement à atteindre ses objectifs climatiques et à servir d'exemple au reste du monde en matière de réduction des émissions et d'atténuation des effets du changement climatique.

Un plus petit nombre d'entre eux ont choisi comme critères la question de savoir si un projet aurait un impact sur les communautés autochtones et sur l'habitat d'espèces en péril. Parmi les participants ayant désigné l'impact de projets d'intérêt national sur les communautés autochtones comme priorité majeure, on estimait qu'il était d'importance capitale que le gouvernement fédéral respecte la souveraineté des peuples autochtones sur leurs propres terres et tienne compte de leurs points de vue. On était également d'avis qu'il était important, dans le cas de projets visant le développement de ressources naturelles situées sur des territoires autochtones, de s'assurer que les communautés autochtones reçoivent une compensation financière suffisante pour ces ressources ainsi que de l'information sur la façon dont se dérouleraient ces projets. Plusieurs participants parmi ceux qui avaient choisi le critère visant à s'assurer que les projets n'avaient pas d'impact négatif sur les habitats d'espèces en péril, estimaient que pour le gouvernement fédéral, la protection d'espèces et d'écosystèmes vulnérables et leur préservation pour le bien de générations futures constituait une importante responsabilité sur laquelle se concentrer.

Les participants se sont ensuite vu présenter deux énoncés et ont été invités à indiquer lequel des deux reflétait le mieux leur point de vue. Les énoncés qui leur ont été présentés étaient les suivants :

N° 1 — en approuvant des projets trop rapidement, le gouvernement du Canada pourrait mettre en péril l'environnement ou des espèces en péril.

N° 2 — les règles environnementales font trop souvent obstacle à des projets qui profiteraient à l'économie.

Dans l'ensemble, un plus grand nombre de participants ont préféré l'énoncé n° 1 à l'énoncé n° 2. Bon nombre de participants parmi ceux qui avaient choisi le premier énoncé estimaient que, si la réalisation plus rapide de grands projets constituait un objectif important sur lequel le gouvernement du Canada devait se concentrer, cela ne devait pas se faire en abolissant ou en contournant les règles mises en place pour protéger l'environnement ou des espèces en péril. Plusieurs participants étaient personnellement d'avis que la protection de l'environnement et l'atténuation des effets du changement climatique constituaient des priorités plus importantes que la croissance économique. Parmi ceux qui avaient choisi l'énoncé n° 2, on estimait que, dans le cadre du système d'approbation actuel, des projets pouvaient être retardés pendant plusieurs années en attendant la réalisation d'études et d'évaluations environnementales et que, s'il était important de tenir compte de considérations environnementales, celles-ci ne devaient en aucun cas entraîner une mise à l'arrêt prolongée de grands projets économiques. Un certain nombre de participants étaient d'avis que le gouvernement fédéral pouvait en faire davantage pour rationaliser le processus d'approbation relatif à des projets d'envergure tout en veillant à la protection de l'environnement et d'espèce en péril.

Les participants des groupes composés de personnes préoccupées par la criminalité résidant dans la région 905 de l'ouest de l'Ontario, de travailleurs résidant dans le sud-ouest de l'Ontario employés

dans des secteurs impactés par les tarifs ainsi que de membres des populations générales de la Colombie-Britannique, de Calgary et d'Edmonton, de banlieues de Montréal et de la région des Laurentides (Québec), se sont vu poser la question de savoir si, dans le cas de projets d'infrastructure d'intérêt national dont la mise en œuvre est prévue en territoire autochtone, ils estimaient que ces communautés devaient avoir le dernier mot pour déterminer si le projet peut aller de l'avant. Si plusieurs participants étaient d'avis qu'il était difficile de trancher en faveur d'un énoncé ou de l'autre, la majorité d'entre eux estimait que c'était en définitive le gouvernement du Canada qui devait avoir le dernier mot au moment de déterminer si un projet peut aller de l'avant. Même si tous les participants estimaient que les peuples autochtones devaient être consultés et pouvoir exprimer leur point de vue dans le cadre de tout grand projet réalisé sur leur territoire, peu d'entre eux étaient d'avis que les peuples autochtones devaient avoir la responsabilité finale d'en approuver ou non la réalisation, surtout lorsqu'un projet était jugé d'intérêt national. Parmi le petit nombre de participants considérant que c'était aux communautés autochtones d'avoir le dernier mot quant à l'approbation ou non d'un projet, il a été rappelé que lorsqu'un projet était mis en œuvre sur des terres autochtones, il allait de soi que l'approbation des bandes et communautés concernées devait être obtenue avant que le projet puisse aller de l'avant.

Les participants de tous les groupes se sont vu poser la question de savoir s'ils s'attendaient à ce que le fait que le gouvernement fédéral mette davantage l'accent sur des projets d'infrastructure d'intérêt national contribue à l'avenir à rendre l'économie canadienne moins dépendante des États-Unis. Dans l'ensemble, la quasi-totalité d'entre eux estimait que la réalisation de ces projets contribuerait à accroître l'autosuffisance de l'économie canadienne tout en renforçant la position du gouvernement du Canada dans ses négociations avec les États-Unis et d'autres partenaires commerciaux à travers le monde. Plusieurs participants ont rappelé que l'objectif de réduire la dépendance du pays à l'égard des États-Unis constituait une priorité importante, et ce, à plus forte raison compte tenu de l'imprévisibilité récente du gouvernement américain dans ses relations avec le Canada et d'autres pays. Un certain nombre de participants étaient d'avis que, même si cet objectif prenait probablement plusieurs années à atteindre, il était important que le gouvernement fédéral investisse dès maintenant dans de grands projets d'infrastructure afin de s'assurer que des générations futures peuvent en bénéficier dans les années et les décennies à venir.

Relations Canada–États-Unis (femmes âgées de 18 à 34 ans résidant dans le Lower Mainland de la Colombie-Britannique, Canada atlantique, femmes de 35 à 49 ans résidant en Saskatchewan, travailleurs employés dans des secteurs impactés par les tarifs résidant dans le sud-ouest de l'Ontario, Calgary et Edmonton)

Les participants de cinq groupes ont tenu des discussions sur les relations entre le Canada et les États-Unis. À la question de savoir ce qu'ils avaient récemment vu, lu ou entendu au sujet des relations Canada–États-Unis, la plupart des participants ont mentionné les tarifs douaniers imposés par les États-Unis sur une vaste gamme de produits canadiens, et bon nombre d'entre eux avaient l'impression que ces mesures avaient entraîné des difficultés considérables au sein de nombreuses entreprises et industries canadiennes. Toujours en lien avec les relations entre le Canada et les États-Unis, plusieurs participants ont mentionné avoir entendu parler de plaintes du gouvernement américain concernant la sécurité de la frontière canado-américaine, les États-Unis alléguant que de grandes quantités de substances illicites, et notamment de fentanyl, entraient sur leur territoire depuis le Canada. Un certain nombre d'entre eux ont qualifié la relation entre le Canada et les États-Unis comme étant de plus en plus incertaine et imprévisible, et quelques-uns se sont dit surpris par le niveau perçu de perturbations engendrées compte tenu des relations historiquement étroites entre les deux pays.

À la question de savoir s'ils avaient entendu parler de quoi que ce soit au sujet de contestations juridiques visant les tarifs douaniers imposés par les États-Unis à de nombreux pays, y compris le Canada, seuls quelques participants ont répondu par l'affirmative. Parmi ces derniers, on disait croire que le gouvernement fédéral avait déposé des plaintes en justice en affirmant que ces tarifs douaniers contrevenaient à l'Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM), tandis que quelques-uns avaient également le sentiment que plusieurs juges aux États-Unis les avaient déclarés illégaux et avaient rendu des décisions visant à en empêcher l'application.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils étaient au courant de l'annonce faite par le gouvernement des États-Unis selon laquelle ce dernier entendait imposer un tarif de 50 % sur toutes les importations canadiennes d'acier et d'aluminium, bon nombre de participants ont répondu par l'affirmative. Lorsqu'on leur a demandé quelle devrait être, à leur avis, la réponse du gouvernement du Canada à ces nouveaux tarifs, les participants ont proposé un certain nombre de mesures potentielles. Plusieurs d'entre eux estimaient que le gouvernement du Canada devrait chercher à établir des relations commerciales plus étroites avec d'autres pays dans le but de diversifier l'économie canadienne de sorte qu'elle ne soit plus aussi profondément impactée par des mesures imposées par les États-Unis et

notamment par des tarifs américains. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis qu'il fallait davantage s'attacher à accroître l'autosuffisance de l'économie canadienne notamment en fabriquant davantage de biens et de produits au Canada. On estimait que cette approche contribuerait à accroître la résilience de l'économie et à la rendre moins dépendante du commerce international à l'avenir. Il a également été suggéré que, pour venir en aide aux secteurs canadiens de l'acier et de l'aluminium, le gouvernement fédéral devait envisager d'accorder des incitatifs financiers aux entreprises employant de l'acier et de l'aluminium de fabrication canadienne dans la fabrication de leurs produits.

À la question de savoir si le gouvernement du Canada devait selon eux réagir à ces nouveaux tarifs douaniers américains en imposant des tarifs douaniers réciproques sur des produits américains, ou s'ils préféraient une réponse davantage axée sur la négociation, la plupart des participants ont indiqué privilégier une approche fondée sur la négociation. On était d'avis que, bien qu'il soit important que le gouvernement fédéral campe sur ses positions et continue de protéger les intérêts économiques des ménages et des entreprises canadiens, on souhaitait éviter que le Canada ne s'engage dans un cycle continu de représailles impliquant des tarifs douaniers et des contre-tarifs de plus en plus élevés. On considérait généralement que, bien que les négociations visant à lever ces droits de douane risquent d'être longues et ardues, cette approche serait probablement moins préjudiciable à long terme pour les consommateurs et les entreprises canadiennes.

En abordant la question de savoir si leur opinion concernant les relations entre le Canada et les États-Unis avait changé avec le temps, et si elle était meilleure ou pire qu'au début de l'année 2025, la plupart des participants ont déclaré qu'elle était pire. Décrivant les facteurs ayant concouru à leur perception plus négative de ces relations, bon nombre d'entre eux ont évoqué l'imprévisibilité du gouvernement américain qu'ils percevaient comme croissante, certains ajoutant qu'au cours des derniers mois, il avait été difficile d'avoir une quelconque certitude d'ordre économique quant aux transactions entre les deux pays. Plusieurs participants avaient en outre le sentiment que l'ampleur et la portée des tarifs douaniers américains sur des produits canadiens avaient sans cesse augmenté depuis le début de l'année 2025 et un certain nombre d'entre eux craignaient que ces mesures imposées par le gouvernement américain ne continuent de s'intensifier dans les mois à venir. Également en lien avec les relations Canada-États-Unis, quelques participants, et notamment ceux qui avaient l'habitude de voyager aux États-Unis, ont indiqué ne plus se sentir aussi bienvenus aux États-Unis qu'auparavant et que, par conséquent, ils ne comptaient plus s'y rendre dans un avenir prévisible.

Parmi les participants ayant déclaré avoir eu une impression plus positive des relations Canada-États-Unis au cours des derniers mois, un certain nombre de participants ont indiqué que bien qu'ils aient initialement ressenti une vive inquiétude quant aux perturbations économiques que les tarifs douaniers américains pourraient entraîner pour l'économie canadienne, ils considéraient désormais que la situation s'était quelque peu stabilisée. Parmi ces participants, on estimait que les conséquences économiques de ces tarifs n'avaient pas été aussi pénibles qu'ils l'avaient initialement prévu, et un certain nombre d'entre eux considéraient que les entreprises et secteurs d'activité canadiens avaient jusqu'à présent réussi à bien s'y adapter.

Bien que peu optimistes quant à l'état général des relations Canada–États-Unis, certains se disaient inspirés et encouragés par ce qu'ils percevaient comme étant une coopération économique et une unité accrues entre les différentes régions du pays au cours des derniers mois. On était d'avis que, même si les tarifs douaniers américains pouvaient poser des défis économiques à court terme, le renforcement de la collaboration et des partenariats économiques entre les différentes régions du pays finirait par faire du Canada une nation économiquement plus forte et plus résiliente dans les années à venir.

À la question de savoir si, dans sa gestion des enjeux entre le Canada et les États-Unis, le gouvernement du Canada était sur la bonne voie, les participants se sont montrés très incertains, bon nombre d'entre eux estimant qu'il était trop tôt pour évaluer sa performance dans ce dossier. Plusieurs d'entre eux avaient le sentiment que, même si le gouvernement du Canada semblait jusqu'à présent avoir adopté une approche relativement mesurée et stratégique dans ses rapports avec les États-Unis, il était trop tôt pour dire si cette approche s'avérerait fructueuse à long terme. Compte tenu de la nature des tarifs douaniers imposés par les États-Unis perçue comme étant sujette à de fréquents changements, un certain nombre de participants estimaient que le succès du gouvernement fédéral dans ce domaine dépendrait en définitive de sa capacité à adapter son approche envers les États-Unis à mesure que la situation évolue.

Lorsqu'on leur a demandé si, dans ses interactions avec les États-Unis, ils estimaient que le gouvernement du Canada défendait les intérêts canadiens, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative. Un certain nombre d'entre eux estimaient que le gouvernement fédéral s'était montré cordial et diplomate dans ses récents échanges avec les États-Unis, tout en prenant des mesures pour réaffirmer la souveraineté du Canada et renforcer l'économie canadienne dans les années à venir. Outre ses négociations en cours avec les États-Unis, les efforts déployés par le gouvernement du Canada pour diversifier ses relations commerciales avec d'autres pays à travers le monde ont été salués par plusieurs participants. On estimait qu'en établissant des liens plus étroits avec d'autres partenaires commerciaux et en diversifiant davantage l'économie, le gouvernement fédéral se trouverait désormais en bien meilleure position pour négocier avec les États-Unis. Un plus petit nombre de participants ont exprimé des opinions plus incertaines, estimant ne pas en savoir suffisamment au sujet des mesures du gouvernement fédéral dans ce domaine pour pouvoir fournir une évaluation éclairée. Parmi les quelques participants n'étant pas d'avis que la performance du gouvernement du Canada avait été satisfaisante dans ses efforts pour défendre les intérêts des Canadiens, on était d'avis que trop peu avait été fait pour répondre aux préoccupations exprimées par les États-Unis concernant la sécurité de la frontière entre le Canada et les États-Unis et le trafic de quantités importantes de substances dangereuses et notamment de fentanyl entrant aux États-Unis depuis le Canada.

Discutant de la question de savoir si, dans ses efforts pour protéger les industries canadiennes contre les répercussions des tarifs douaniers américains, la performance du gouvernement du Canada avait, à leur avis, été satisfaisante, les participants ont exprimé des opinions mitigées. Parmi ceux qui estimaient que le gouvernement fédéral s'acquittait bien de sa tâche, plusieurs étaient d'avis qu'il avait

fait de son mieux pour s'adapter à des tarifs régulièrement modifiés, tout en poursuivant les négociations avec le gouvernement américain en vue de leur élimination. Parmi ceux qui étaient d'avis que le gouvernement fédéral pouvait faire mieux dans ce domaine, on estimait qu'il fallait en faire davantage pour relever les défis économiques auxquels sont confrontés les Canadiens du fait de ces tarifs douaniers, notamment en accordant un soutien supplémentaire aux secteurs et aux travailleurs ayant été les plus durement touchés au cours des derniers mois.

Les participants du groupe composé de particuliers employés dans des secteurs impactés par les tarifs résidant dans le sud-ouest de l'Ontario se sont vu poser quelques questions complémentaires concernant les nombreuses mesures récemment annoncées par le gouvernement fédéral pour venir en aide aux travailleurs et aux entreprises affectés par les tarifs. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu fournir l'information suivante concernant les mesures que le gouvernement du Canada entendait prendre :

- *Améliorer l'accès au programme d'assurance-emploi (AE) en supprimant la période d'attente, en réduisant le nombre d'heures requis pour y avoir droit, et en supprimant certaines déductions (sommes versées au moment de la séparation);*
- *Aider les employeurs et les employés à éviter des mises à pied au moyen d'un programme de Travail partagé;*
- *Fournir divers soutiens pour aider des entreprises à trouver de nouveaux marchés pour leurs produits;*
- *Fournir divers programmes et ressources pour aider des entreprises à composer avec les tarifs américains et dans certains cas, à en réduire les impacts;*
- *Fournir divers prêts et soutiens financiers aux entreprises impactées, notamment dans le secteur de l'agriculture;*
- *En reportant le paiement de la TPS/TVH et de l'impôt sur le revenu des sociétés jusqu'au 30 juin 2025 en guise d'allègement fiscal.*

Les participants ont eu des réactions partagées à ces initiatives, un certain nombre d'entre eux ayant le sentiment que bon nombre de ces mesures constituaient des solutions temporaires plutôt qu'à long terme aux défis posés par les tarifs douaniers américains. Si plusieurs participants estimaient que les initiatives visant à améliorer l'accès au programme d'assurance-emploi (AE) et à aider des employés à éviter des mises à pied par l'intermédiaire d'un programme de travail partagé s'avéreraient efficaces pour garantir que des travailleurs impactés soient malgré tout en mesure joindre les deux bouts, un certain nombre d'entre eux se demandaient combien de temps ces programmes seraient en place et combien il en coûterait éventuellement au gouvernement pour les mettre en œuvre. Plusieurs participants ont parlé en termes positifs de l'initiative visant à aider les entreprises à trouver de nouveaux marchés pour leurs produits. S'ils s'attendaient à ce que le gouvernement fédéral mette plus de temps à atteindre cet objectif comparativement aux autres mesures énumérées, les participants estimaient toutefois que cette mesure aurait, à terme, des répercussions positives importantes pour les entreprises et les industries touchées par les tarifs douaniers américains.

À la question de savoir si le gouvernement fédéral devrait envisager d'accorder un soutien financier supplémentaire aux entreprises ayant de la difficulté à maintenir leurs employés en poste, les participants ont exprimé des opinions diverses et variées. Si certains d'entre eux estimaient qu'une telle mesure serait utile pour assurer la continuité des activités au sein d'entreprises touchées et permettrait de maintenir un plus grand nombre de Canadiens au travail, plusieurs se demandaient s'il serait financièrement viable pour le gouvernement fédéral d'offrir ce type de soutien.

Quant à savoir si le gouvernement du Canada devait prendre des mesures pour augmenter le montant des prestations d'assurance-emploi versées aux travailleurs licenciés, les participants ont une fois de plus exprimé des opinions divergentes. Si certains participants estimaient qu'il était logique d'augmenter les prestations d'assurance-emploi en période de difficultés économiques et qu'une telle mesure contribuerait grandement à soutenir les travailleurs canadiens et leurs familles, un nombre à peu près égal d'entre eux craignait que des prestations majorées ne réduisent la motivation financière des personnes mises à pied à réintégrer le marché du travail, et n'entraînent des pénuries de main-d'œuvre dans les années à venir.

Prévention de la criminalité (Femmes âgées de 18 à 34 ans résidant dans le Lower Mainland de la Colombie-Britannique, particuliers préoccupés par la criminalité résidant dans la région 905 de l'ouest de l'Ontario)

Les participants de deux groupes ont pris part à des discussions portant sur le problème de la criminalité et sur les mesures que pourrait prendre le gouvernement fédéral pour relever les défis liés à la criminalité au sein des collectivités canadiennes. À la question de savoir si la criminalité dans leur région constituait, à leur avis, un problème majeur, un problème mineur ou ne constituait pas un réel problème, presque tous les participants estimaient qu'elle constituait un problème majeur. En décrivant les types de crimes qui étaient, selon eux, commis dans leurs collectivités, les participants ont mentionné un large éventail de problèmes. Au nombre de ceux-ci figuraient le vol de voitures, les violations de domicile avec agressions, les agressions violentes, ainsi que les activités liées aux gangs et à la drogue. Un certain nombre de participants estimaient également que les crimes haineux ciblant certaines populations (telles que les personnes racialisées et les personnes 2ELGBTQI+) étaient à la hausse ces derniers temps. Si peu d'entre eux ont déclaré avoir été personnellement impactés par la criminalité au sein de leur collectivité, plusieurs participants ont mentionné que certains membres de leur famille ou de leurs amis avaient récemment été victimes de vols et d'autres crimes contre la propriété.

À la question complémentaire de savoir s'ils estimaient que le niveau de criminalité avait augmenté, diminué ou était resté inchangé au sein de leur collectivité, presque tous les membres du groupe composé de particuliers résidant dans la région 905 de l'ouest de l'Ontario étaient d'avis que les taux de criminalité avaient considérablement augmenté au cours des dernières années. En décrivant les facteurs qui avaient, selon eux, contribué à cette hausse perçue de la criminalité, un grand nombre de participants étaient d'avis que les problèmes comme le coût élevé de la vie, la perte d'emplois, la pauvreté extrême et l'itinérance avaient poussé davantage de personnes à commettre des crimes par désespoir ou pour subvenir à leurs besoins fondamentaux. Plusieurs d'entre eux estimaient également que l'augmentation perçue de problèmes liés à la santé mentale et à la toxicomanie avait conduit de nombreuses personnes à adopter un mode de vie dans lequel la prévalence de comportements criminels était plus élevée. En discutant de la question de savoir à qui incombait, selon eux, la responsabilité première de lutter contre la criminalité au sein des collectivités canadiennes, la plupart des participants estimaient qu'une approche multidimensionnelle était nécessaire pour s'attaquer à ce problème et qu'une réponse efficace exigerait l'attention et les ressources des gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux.

Les participants des deux groupes ont été invités à décrire les mesures que devrait, selon eux, prendre le gouvernement fédéral pour contribuer à réduire les taux de criminalité partout au pays. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que le gouvernement fédéral devrait accroître ses investissements destinés à l'embauche davantage d'agents chargés de l'application de la loi dans le but général d'accroître la présence et la visibilité des forces de l'ordre au sein des collectivités canadiennes. Un certain nombre d'entre eux estimaient également que le gouvernement fédéral devait prendre des mesures plus strictes à l'égard des récidivistes, notamment de ceux qui commettent de manière répétée des crimes contre la propriété, dont le vol de voitures. On était d'avis que le gouvernement fédéral devait mettre davantage l'accent sur la répression des gangs et autres organisations criminelles, plusieurs participants ayant l'impression que ces groupes constituaient le principal facteur à l'origine de la criminalité dans leur région. Les participants étaient également d'avis que le gouvernement fédéral devait augmenter le financement destiné aux services de soutien en santé mentale au sein des collectivités canadiennes et investir dans la construction de nouveaux établissements de traitement de la santé mentale afin d'apporter une aide plus efficace aux personnes aux prises avec ces problèmes. Quelques participants estimaient qu'en plus d'accroître les aides en matière de santé mentale, le gouvernement du Canada devrait veiller à ce que tous les citoyens disposent de ressources suffisantes (nourriture et logement) pour pouvoir subvenir à leurs besoins fondamentaux. On était d'avis que cela dissuaderait de nombreuses personnes vulnérables de se livrer à des activités criminelles pour subvenir à leurs besoins.

Les participants se sont ensuite livrés à un exercice dans le cadre duquel ils se sont vu présenter une liste de mesures potentielles que pourrait prendre le gouvernement du Canada pour remédier aux problèmes liés à la criminalité et inviter à sélectionner les mesures qui seraient, à leur avis, les plus efficaces à l'avenir. Les éléments suivants étaient au nombre des mesures présentées aux participants :

- *Investir davantage dans les forces de l'ordre et embaucher des policiers;*
- *Investir davantage dans des programmes de prévention;*
- *Rendre les traitements de désintoxication plus accessibles;*

- *Durcir les lois en matière de mise en liberté sous caution;*
- *Renforcer la législation sur les armes à feu;*
- *Renforcer la sécurité à la frontière.*

Dans l'ensemble, les initiatives visant à investir davantage dans des programmes de prévention ont reçu le plus haut niveau de soutien de la part des participants. Bon nombre d'entre eux estimaient que cette mesure aurait une incidence positive sur l'ensemble des collectivités et pourrait grandement aider les personnes éprouvant des difficultés à trouver un logement sûr et abordable, des emplois stables et autres formes de soutiens sociaux. À l'instar d'investissements dans les programmes de prévention, bon nombre de participants ont également choisi la mesure visant à améliorer l'accès aux services de traitement de la toxicomanie. Il était largement admis que la dépendance à des substances illicites pouvait pousser des personnes à commettre des crimes afin de financer leur consommation et qu'en augmentant la prévalence et la disponibilité des services de traitement de la toxicomanie, le gouvernement fédéral serait en mesure de détourner ces individus de la consommation de substances dangereuses et de la criminalité, et de les orienter vers des modes de vie plus sains et plus sécuritaires.

Plusieurs participants ont également choisi les initiatives visant à durcir les lois sur la mise en liberté sous caution et à consacrer davantage de fonds à l'application de la loi et à l'embauche de policiers. Parmi ceux qui ont choisi l'initiative visant à adopter des lois plus strictes en matière de mise en liberté sous caution, on était d'avis que le fait d'alourdir les peines encourues par récidivistes contrevenant aux conditions de leur libération sous caution aurait pour effet de dissuader la récidive et contribuerait à maintenir les criminels récidivistes hors d'état de nuire. Parmi ceux qui avaient choisi l'initiative visant à augmenter les fonds destinés aux forces de l'ordre et à l'embauche de policiers, on estimait qu'une présence policière accrue au sein des collectivités canadiennes aurait un effet dissuasif efficace et empêcherait des particuliers de commettre des actes criminels, tout en contribuant à réduire les délais d'intervention auprès de personnes nécessitant l'aide des forces de l'ordre.

Un nombre relativement restreint de participants ont choisi l'initiative visant à instaurer des lois plus strictes en matière d'armes à feu. Parmi ceux qui avaient choisi cette mesure, on était d'avis qu'elle aiderait à réprimer les crimes commis à l'aide d'armes à feu ainsi qu'à prévenir la violence armée et à éviter que des événements dangereux comme des fusillades de masse ne se produisent au sein des collectivités canadiennes. De même, seuls quelques participants ont choisi l'initiative visant à renforcer la sécurité aux frontières. Si on estimait que cela pourrait contribuer à empêcher l'entrée au Canada de substances dangereuses et notamment de fentanyl, les participants étaient peu nombreux à considérer que les activités criminelles provenant des frontières canadiennes constituaient un facteur clé de la criminalité au sein de leur collectivité.

Les participants ont ensuite pris part à un exercice de suivi dans le cadre duquel ils ont été invités à choisir jusqu'à deux initiatives qui auraient, selon eux, le plus grand impact sur la réduction de la criminalité dans leur collectivité. Une fois de plus, la plupart d'entre eux ont choisi l'initiative visant à accroître les investissements destinés à des programmes de prévention de la criminalité, plusieurs ayant également choisi les mesures visant à accroître l'accès à des traitements contre la toxicomanie et à consacrer davantage de fonds aux forces de l'ordre et à l'embauche de policiers. Seul un petit



nombre de participants ont choisi les initiatives visant à durcir les lois régissant la mise en liberté sous caution et à renforcer la sécurité à la frontière, et aucun d'entre eux n'a choisi la mesure visant à durcir les lois régissant les armes à feu.

Les participants du groupe de la région 905 de l'ouest de l'Ontario ont pris part à un exercice supplémentaire dans le cadre duquel ils ont été invités à choisir, parmi deux points de vue portant sur la rigueur des lois en matière de mise en liberté sous caution, celui qui se rapprochait le plus du leur. Les titres d'appel présentés se lisaient comme suit :

« Les règles au Canada ne sont pas assez strictes, et il est trop facile pour les personnes qui ont commis des crimes violents dans le passé d'obtenir une mise en liberté sous caution. »

et

« Le renforcement des règles ne ferait qu'augmenter la surpopulation carcérale alors que de nombreuses prisons sont déjà saturées, ce pour quoi nous devons trouver une autre solution. »

Un nombre à peu égal de participants a choisi l'un de ces points de vue divergents. Parmi ceux qui estimaient que les règles en matière de mise en liberté sous caution au Canada n'étaient pas assez strictes, un certain nombre d'entre eux ont réitéré l'opinion selon laquelle il était nécessaire de prévoir des peines plus sévères pour les récidivistes afin de s'assurer que d'autres crimes ne soient pas commis à l'avenir par ceux qui ne souhaitent pas ou ne peuvent pas modifier leur comportement. On était aussi d'avis que le système de mise en liberté sous caution le plus efficace serait probablement un système dans lequel les personnes demandant une mise en liberté sous caution seraient traitées au cas par cas plutôt que selon une politique unique appliquée à tous les cas. Parmi les participants estimant que des règles plus strictes encadrant la mise en liberté sous caution seraient susceptibles d'accroître la surpopulation carcérale, plusieurs estimaient que plutôt que de renforcer les critères de mise en liberté sous caution, il fallait davantage miser sur la réhabilitation des délinquants et veiller à ce que ces derniers disposent des ressources nécessaires pour ne pas retomber dans la criminalité après leur libération. On estimait que cette approche contribuerait à réduire la pression pesant sur le système carcéral au Canada et qu'elle contribuerait probablement à une diminution à long terme du nombre de crimes.

Feux de forêt (femmes de 35 à 49 ans résidant en Saskatchewan, Calgary et Edmonton)

Les participants de deux groupes respectivement composés de personnes résidant en Saskatchewan et de personnes résidant à Calgary et à Edmonton ont pris part à des discussions portant sur la réponse du gouvernement du Canada aux récents feux de forêt dans l'Ouest canadien. À la question de savoir s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de la réponse du gouvernement fédéral à ces feux de forêt, un certain nombre de participants se souvenaient avoir entendu parler de problèmes liés à l'évacuation en temps opportun des résidents de collectivités éloignées et de

communautés autochtones dans les régions nordiques de certaines provinces, et notamment de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba. Quelques participants se souvenaient en outre que le gouvernement du Canada avait annoncé qu'il travaillerait en partenariat avec le gouvernement du Manitoba pour verser un dollar pour chaque dollar donné à la Croix-Rouge canadienne afin d'appuyer les opérations de secours et de rétablissement à la suite des feux de forêt ayant sévi dans toute la province. En aparté, bon nombre de participants des groupes basés à Calgary et Edmonton ont indiqué avoir une opinion négative de la réponse du gouvernement du Canada aux feux de forêt au cours des dernières années, estimant que l'aide apportée aux personnes et aux collectivités touchées par ces catastrophes naturelles aurait pu être beaucoup plus efficace.

Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

L'approche du gouvernement du Canada en matière de gestion des feux de forêt consiste à aider les communautés à se préparer, à fournir des renseignements par le biais d'une surveillance en temps réel et à offrir un soutien aux communautés et aux personnes affectées par les feux de forêt.

Dans le cadre de cette approche, le gouvernement du Canada :

- *fournit un soutien aux collectivités touchées, notamment en mobilisant le personnel des Forces armées canadiennes pour aider aux évacuations aériennes;*
- *travaille en collaboration avec les premiers ministres provinciaux, les Forces armées canadiennes et les dirigeants autochtones;*
- *travaille en partenariat avec la Croix-Rouge canadienne pour doubler les dons et collaborer avec les partenaires provinciaux afin de fournir des services essentiels, tels que des hébergements temporaires, des vêtements et de la nourriture aux personnes touchées.*

Bien qu'un certain nombre de participants ait positivement réagi au déploiement de membres des Forces armées canadiennes (FAC) pour contribuer aux efforts d'évacuation dans des collectivités impactées ainsi qu'à l'initiative visant à travailler en partenariat avec la Croix-Rouge, plusieurs d'entre eux étaient d'avis qu'il s'agissait de mesures pour la plupart réactives de la part du gouvernement fédéral et qu'il fallait désormais davantage s'attacher à atténuer et à prévenir les feux de forêt d'envergure. À la question de savoir ce que pourrait encore faire le gouvernement du Canada pour prévenir les feux de forêt et intervenir lorsqu'ils se déclarent, les participants ont suggéré un éventail de mesures potentielles. Au nombre de celles-ci figuraient la création d'un groupe de travail sur la prévention des feux de forêt, l'embauche et la formation d'autres pompiers et la mise en place d'une stratégie pour le déploiement rapide de pompiers afin de lutter contre ces feux de forêt où qu'ils se déclarent à travers le pays. Quelques participants ont également suggéré des mesures supplémentaires, dont des investissements dans de nouvelles technologies de lutte contre les incendies afin de renforcer la capacité des équipes canadiennes à intervenir en cas de feux de forêt et des mesures préventives, dont le recours accru à des brûlages dirigés dans des zones jugées vulnérables aux incendies de forêt.

Vaccins (femmes âgées de 50 ans et plus résidant à Terre-Neuve, à Île-du-Prince-Édouard et en Nouvelle-Écosse, hommes âgés de 50 ans et plus résidant dans la région métropolitaine de Montréal)

Les participants de deux groupes ont pris part à des discussions portant sur les vaccins, en se focalisant sur l'évolution (le cas échéant) de leurs points de vue et de leurs expériences en matière de vaccins au cours des dernières années. À la question de savoir s'ils avaient reçu un vaccin au cours des cinq dernières années, tous ont répondu avoir reçu le vaccin contre la COVID-19, et un grand nombre d'entre eux ont en outre indiqué avoir reçu un autre type de vaccin (comme un vaccin contre la grippe, un vaccin de voyage ou un vaccin contre le zona) au cours de cette période.

Lorsqu'on leur a demandé si la vaccination constituait, à leur avis, un processus relativement sécuritaire, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative. En précisant leur pensée, les participants soutenaient pour la plupart que les vaccins faisaient généralement l'objet de longues périodes d'essais rigoureux afin d'en garantir la sécurité, et plusieurs d'entre eux ont déclaré n'avoir aucune réticence à se faire vacciner ou à faire vacciner leurs enfants. Parmi le plus petit nombre de participants ayant exprimé des inquiétudes quant à la sécurité des vaccins, la plupart des commentaires formulés portaient plus particulièrement sur le vaccin contre la COVID-19, certains participants ayant le sentiment que le processus d'approbation de ce vaccin avait été précipité et que ce dernier n'avait pas été suffisamment testé avant d'être mis à disposition du public.

Discutant de la question de savoir pourquoi ils s'étaient fait vacciner au cours des cinq dernières années, les participants ont fourni un éventail de raisons. Parmi celles-ci figuraient le fait de souffrir d'une maladie auto-immune nécessitant un vaccin, le fait de voyager à l'étranger vers des destinations pour lesquelles des vaccins sont recommandés, le fait de vouloir éviter de contracter des maladies lorsqu'on travaille dans le secteur de la santé et le fait de devoir se faire vacciner en vertu d'obligations vaccinales introduites pendant la pandémie de COVID-19. Concernant ces dernières, quelques participants ont fait remarquer que c'était principalement en raison d'obligations vaccinales au travail qu'ils avaient choisi de recevoir le vaccin contre la COVID-19, et que sans ces exigences, ils ne se seraient probablement pas fait vacciner.

À la question de savoir s'ils avaient déjà rencontré des obstacles dans leur recherche d'information sur les vaccins ou pour se faire vacciner (difficultés à prendre rendez-vous, longs trajets pour se rendre au centre de vaccination ou le coût financier des vaccins), presque tous les participants ont déclaré n'avoir eu aucune difficulté à se faire vacciner. Bon nombre d'entre eux étaient d'avis que l'obtention d'un vaccin avait été rapide et efficace et ont qualifié leur expérience globale de très positive. Un plus petit nombre d'entre eux ont exprimé une opinion quelque peu différente, estimant que, bien qu'il soit relativement facile d'avoir accès à des vaccins et de les recevoir, certains de ces médicaments pourraient devenir inabordables pour des ménages à faible et moyen revenu. Quelques participants ont déclaré avoir dû payer de leur poche certains vaccins (comme celui contre le zona) et estimaient

que le gouvernement du Canada pouvait faire davantage pour accroître l'abordabilité d'un plus grand nombre de vaccins à l'avenir.

À la question de savoir s'il y avait des mesures que pourrait prendre le gouvernement fédéral pour faciliter ou rendre plus pratique l'accès à la vaccination, plusieurs participants étaient d'avis que davantage pouvait être fait pour mettre en place de manière proactive des cliniques de vaccination dans les collectivités rurales et éloignées, ainsi que dans les établissements pour personnes âgées, afin d'éviter aux gens d'avoir à se déplacer pour se faire vacciner. On estimait également que des mesures pourraient être prises pour autoriser les pharmaciens à administrer un plus grand éventail de vaccins, certains participants étant d'avis qu'il serait alors plus facile pour des personnes ne souhaitant pas se déplacer pour voir un médecin de famille ou pour se rendre dans une clinique sans rendez-vous de recevoir un vaccin. On était également d'avis que le gouvernement fédéral pouvait en faire davantage pour fournir de l'information de manière proactive aux Canadiens concernant le calendrier de vaccination des adultes et des enfants. On estimait que cela serait particulièrement utile pour les personnes n'ayant pas de médecin de famille et ne sachant peut-être pas très bien où trouver cette information.

En discutant des mesures pouvant être prises pour les aider à se tenir à jour en matière de vaccination, plusieurs participants étaient d'avis que davantage pouvait être fait pour faciliter l'accès de chacun à son dossier de vaccination personnel et permettre aux personnes concernées de déterminer s'il est nécessaire qu'elles reçoivent de nouvelles doses de vaccins essentiels. Un certain nombre d'entre eux estimait que plutôt que de confier la gestion des dossiers de vaccination aux provinces et aux territoires, il fallait instaurer un système national de données sur la vaccination auquel les Canadiens pourraient facilement accéder pour vérifier leur statut vaccinal. En recensant d'autres moyens qui leur permettraient de se tenir plus à jour dans leur calendrier vaccinal, plusieurs participants ont dit souhaiter qu'un système de rappel automatique soit mis en place pour les avertir lorsqu'ils doivent recevoir une dose de vaccin. On était également d'avis que le gouvernement pouvait en faire davantage pour lutter contre la désinformation relative aux vaccins, certains participants estimant que le recours à ces médicaments avait diminué en raison de l'information trompeuse ou fausse véhiculée au cours des dernières années concernant le vaccin contre la COVID-19 ainsi que d'autres types de vaccins.

À la question de savoir en quoi leurs expériences du système de santé au cours des dernières années avaient influencé leur opinion sur les vaccins, la plupart ont répondu que leurs expériences positives avec des fournisseurs de soins de santé et des professionnels de la santé comme des médecins de famille, des pharmaciens, des naturopathes et des services comme la ligne téléphonique 8-1-1 avaient renforcé leur confiance à l'égard des vaccins et du système de santé en général. Un petit nombre d'entre eux ont toutefois déclaré que les difficultés qu'ils avaient rencontrées pour obtenir un médecin de famille ou des soins d'urgence ou primaires au cours des dernières années les avaient quelque peu désabusés à l'égard du système de santé, ce qui avait amoindri la motivation qu'ils avaient à suivre leur calendrier vaccinal.

Défis des collectivités (Canada atlantique, femmes âgées de 35 à 49 ans résidant en Saskatchewan)

Les participants de deux groupes ont tenu de brèves discussions portant sur diverses problématiques impactant actuellement leurs collectivités respectives. Invités à énumérer les principaux enjeux auxquels ces dernières étaient confrontées et auxquels le gouvernement fédéral devait accorder une plus grande attention, les participants des deux groupes ont cité les soins de santé comme priorité majeure. À cet égard, plusieurs d'entre eux avaient le sentiment que leurs collectivités étaient actuellement confrontées à une pénurie importante de personnel de la santé, et notamment de médecins ou de personnel infirmier. Bon nombre d'entre eux ont également mentionné comme difficulté majeure le coût élevé de la vie, certains estimant qu'il était de plus en plus difficile pour les ménages à faible et moyen revenu de leurs collectivités de subvenir à leurs besoins essentiels, en particulier en matière d'alimentation et de logement. Plusieurs d'entre eux ont cité d'autres enjeux, dont l'itinérance, la toxicomanie et la santé mentale, comme autant de problèmes qui, selon eux, s'étaient aggravés au sein de leurs collectivités respectives au cours des dernières années. Concernant plus particulièrement leur région locale, plusieurs participants du Canada atlantique ont décrit les défis auxquels leurs collectivités étaient confrontées pour maintenir des travailleurs en poste (y compris les jeunes ayant grandi dans la région) ainsi que les difficultés liées au recrutement de travailleurs qualifiés (notamment de professionnels de la santé) dans leur région.

Décrivant ce qu'ils considéraient comme étant les secteurs et les industries les plus importants pour leurs collectivités et régions respectives, les participants de la Saskatchewan ont cité divers secteurs, dont ceux de l'agriculture, pétrolier et gazier, des forces de l'ordre et de l'éducation. À la question de savoir quels étaient, selon eux, les industries et les secteurs ayant le plus besoin d'aide à l'heure actuelle, plusieurs participants de ce groupe ont à nouveau souligné l'importance d'investir davantage dans le secteur de la santé, certains estimant qu'une augmentation des ressources consacrées à ce secteur contribuerait probablement à remédier à d'autres problèmes auxquels sont confrontées leurs collectivités, à savoir la toxicomanie et la santé mentale. Parmi les autres secteurs nécessitant une aide accrue qu'ont mentionnés les participants, citons ceux de l'éducation, de l'agriculture, et du logement (surtout pour ce qui est d'augmenter le rythme auquel sont construits de nouveaux logements).

En discutant des industries et des secteurs les plus importants dans leur région, les participants résidant au Canada atlantique ont mentionné divers domaines, dont ceux de la pêche, de l'agriculture, de la foresterie, de la construction et du tourisme. En décrivant les secteurs qui, selon eux, nécessitaient davantage d'aide de la part du gouvernement fédéral, la plupart des commentaires ont porté sur la pêche et l'agriculture. En se focalisant plus particulièrement sur l'industrie de la pêche, plusieurs participants estimaient qu'il était devenu de plus en plus difficile pour les petites entreprises de pêche de concurrencer les grandes sociétés du secteur. On estimait que le gouvernement fédéral pourrait en faire davantage pour protéger les petites entreprises de pêche locales, notamment en prenant des mesures, dont l'établissement d'un prix réglementé en fonction du coût de différents produits de la mer. Parmi ceux qui estimaient que le secteur agricole nécessitait également une aide



accrue, on était d'avis que, compte tenu de la récente décision du gouvernement fédéral de réduire le nombre de visas de travailleurs étrangers temporaires (TET) qu'il délivrerait, de nombreux agriculteurs allaient probablement de la difficulté à trouver les travailleurs dont ils ont besoin pour cultiver et récolter leurs produits agricoles. Avec cela à l'esprit, on était d'avis que sans un soutien accru de la part du gouvernement fédéral (en particulier en matière d'aide au recrutement et à l'embauche de travailleurs supplémentaires), les agriculteurs de la région auraient désormais du mal à cultiver et à récolter leurs produits au même rythme.

Annexes

Annexe A - Questionnaires de recrutement

Questionnaire de recrutement français

Bureau du Conseil privé Questionnaire de recrutement – juin 2025 Groupes en français

Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants.
- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

Caractéristiques des groupes de discussion :

GROUPE	DATE	HEURE (HNE)	HEURE (LOCALE)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
5	Mercredi Juin 11 th	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 PM (HNE)	Banlieues de Montréal	Population générale	MP
8	Mercredi Juin 18 th	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 PM (HNE)	La région des Laurentides	Population générale	MP
12	Jeudi Juin 26 th	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 PM (HNE)	Grande region de Montréal	Hommes âgés de 50 ans et plus	MP

Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada. / Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada

Préférez-vous continuer en français ou en anglais? / Would you prefer to continue in English or French?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Français **CONTINUER**

Anglais **PASSER AU QUESTIONNAIRE ANGLAIS**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions?

Oui **CONTINUER**
Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années?

Une société d'études de marché	REMERCIER ET
CONCLURE	
Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité	REMERCIER ET
CONCLURE	
Un magazine ou un journal	REMERCIER ET
CONCLURE	
Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial	REMERCIER ET
CONCLURE	
Un parti politique	REMERCIER ET
CONCLURE	
Dans les relations publiques ou les relations avec les médias	REMERCIER ET
CONCLURE	
Dans le milieu de la radio ou de la télévision	REMERCIER ET
CONCLURE	
Une société d'État	REMERCIER ET
CONCLURE	
Non, aucune de ces réponses	CONTINUER

- 1a. **QUESTION À NE POSER QU'À CEUX QUI ONT INDiqué TRAVAILLER POUR UNE SOCIÉTÉ D'ÉTAT** : Si vous le voulez bien, pouvez-vous nous dire pour quelle société d'État vous, ou un membre de votre foyer, avez travaillé au cours des cinq dernières années?

Banque du Canada	REMERCIER ET CONCLURE
Société canadienne d'hypothèques et de logement	REMERCIER ET CONCLURE
Toute autre société	CONTINUER
RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

1b. POUR TOUS LES LIEUX : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada?

Oui **REMERCIER ET CONCLURE**
Non **CONTINUER**

2. Quelle est la langue officielle du Canada que vous parlez principalement aujourd'hui?

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**
Français **CONTINUER**
Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l'étude] **REMERCIER ET CONCLURE**
Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

3. Dans quelle ville habitez-vous?

LIEU	VILLES	
Banlieues de Montréal	Les villes peuvent notamment comprendre : <u>Rive-Nord</u> : Laval, Blainville, Boisbriand, Bois-des-Filion, Deux-Montagnes, Mascouche, Mirabel, Rosemère, Sainte-Thérèse, Terrebonne, Lorraine, Saint-Eustache, Repentigny <u>Rive-Sud</u> : Longueuil, Brossard, Boucherville, Chambly, Saint-Bruno-de-Montarville, Saint-Lambert, La Prairie, Candiac, Delson, Sainte-Catherine, Saint-Constant, Varennes, Mont-Saint-Hilaire <u>Ouest-de-l'Île</u> : Pointe-Claire, Dollard-des-Ormeaux, Kirkland, Dorval, Baie-D'Urfé, Sainte-Anne-de-Bellevue, L'île-Bizard-Sainte-Geneviève ASSURER UN BON MÉLANGE.	CONTINUER – GROUPE 5
La région des Laurentides	Ces villes peuvent notamment comprendre (mais ne sont pas limités à): Blainville, Boisbriand, Deux-Montagnes, Lachute, Mirabel, Mont-Laurier, Rosemère, Saint-Jérôme,	CONTINUER – GROUPE 8

	Sainte-Thérèse, Doncaster, Saint-Eustache, Mont-Tremblant, Sainte-Marthe-sur-le-Lac, Saint-Lin-Laurentides, Saint-Colomban ASSURER UN BON MÉLANGE.	
Grande region de Montréal	Les villes peuvent notamment comprendre : Montréal, Laval, Longueuil, Terrebonne, Brossard, Saint-Jérôme, Blainville, Mirabel, Dollard-des-Ormeaux PAS PLUS DE DEUX PARTICIPANTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DANS CHAQUE LIEU.	CONTINUER – GROUPE 12
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre		REMERCIER ET CONCLURE

4. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE]? **NOTER LE NOMBRE D'ANNÉES.**

Moins de deux ans	REMERCIER ET CONCLURE
Deux ans ou plus	CONTINUER
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

5. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante?

Moins de 18 ans	SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.
18 à 24 ans	SI GROUPE 12 – REMERCIER ET CONCLURE
25 à 29 ans	
30 à 34 ans	
35 à 44 ans	
45 à 49 ans	TOUS LES AUTRES GROUPES – CONTINUER
50 ans ou plus	CONTINUER
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

GROUPE 12 SERA CONSTITUÉ DE CEUX QUI ONT 50 ANS OU PLUS. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION D'ÂGES DANS CHAQUE GROUPE, S'IL Y A LIEU.

6. **À DEMANDER SEULEMENT AU GROUPE 8** Comment identifiez-vous votre sexe ?

Femme	REMERCIER ET CONCLURE
Homme	CONTINUER
Autres	REMERCIER ET CONCLURE

GROUPE 12 SERA CONSTITUÉ DE CEUX QUI DISENT <HOMME>

7. **POUR TOUS LES LIEUX** Êtes-vous actuellement propriétaire ou locataire de votre résidence principale?
ECLAIRCISSEMENT AU BESOIN : Vous êtes considéré comme propriétaire même si vous avez une dette hypothécaire active.

Propriétaire	CONTINUER
Locataire	
RÉPONSE SPONTANÉE Habitant au domicile parentale	
RÉPONSE SPONTANÉE Autre, veuillez précisez :	
RÉPONSE SPONTANÉE Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UN BON MÉLANGE.

- 7a. **POUR TOUS LES LIEUX** Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux la résidence dont vous êtes actuellement [propriétaire/locataire]?

Condo	CONTINUER
Appartement	CONTINUER
Maison unifamiliale	CONTINUER
Maison en rangée	CONTINUER
Maison jumelée	CONTINUER
Maison mitoyenne	CONTINUER
Autre, veuillez préciser : _____	CONTINUER

ASSURER UN BON MÉLANGE.

8. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion » ?

Oui **CONTINUER**

Non **EXPLIQUER QUE :** « un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé ».

9. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-



vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler »?

- 1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**
3-5 **CONTINUER**

- 10.** Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit
Le participant a un ordinateur avec caméra Web

- 11.** Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années?

- Oui **CONTINUER**
Non **CONTINUER**

- 12.** Sur une échelle de 1 à 5 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne?

- 1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**
3-5 **CONTINUER**

- 13.** Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo?

CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALE UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUBTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.

- 14.** Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

- Oui **CONTINUER**
Non **PASSER À LA Q.18**

- 15.** À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

À moins de six mois, **REMERCIER ET CONCLURE**
À plus de six mois, **CONTINUER**

- 16.** À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?



0 à 4 groupes

CONTINUER

5 groupes ou plus

REMERCIER ET CONCLURE

17. Quel était leur sujet, et vous rappelez-vous pour qui ou pour quelle organisation ces groupes étaient organisés?

TERMINER SI LE SUJET EST SEMBLABLE OU IDENTIQUE, OU SI L'ORGANISATION NOMMÉE EST LE GOUVERNEMENT DU CANADA

CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

18. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2024 – c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$	CONTINUER
20 000 \$ à moins de 40 000 \$	CONTINUER
40 000 \$ à moins de 60 000 \$	CONTINUER
60 000 \$ à moins de 80 000 \$	CONTINUER
80 000 \$ à moins de 100 000 \$	CONTINUER
100 000 \$ à moins de 150 000 \$	CONTINUER
150 000 \$ ou plus	CONTINUER
RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UN BON MÉLANGE, S'IL Y A LIEU.

19. Lequel ou lesquels des groupes raciaux ou culturels suivants vous décrivent le mieux? (Plusieurs choix possibles)

Blanc

Sud-asiatique (p. ex., indien, pakistanais, sri-lankais)

Chinois

Noir

Latino-américain

Philippin

Arabe

Asiatique du sud-est (p. ex., vietnamien, cambodgien, thaïlandais)

Coréen ou japonais

Autochtone

Autre groupe racial ou culturel (préciser)

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

20. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

École primaire
Études secondaires partielles
Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent
Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers
Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat
Baccalauréat
Diplôme d'études supérieur au baccalauréat

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

21. [NE PAS DEMANDER] Sexe NOTER SELON VOTRE OBSERVATION POUR TOUT SAUF GROUPE 12.

Homme

Femme

ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.

22. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d'activité dans lequel vous travaillez?

Métier de la construction ou métier spécialisé
Administrations publiques
Agriculture, foresterie, pêche et chasse
Arts, spectacle et loisirs
Autres services, sauf les administrations publiques
Commerce de détail
Commerce de gros
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz
Fabrication
Finance et assurances
Gestion de sociétés et d'entreprises
Hébergement et services de restauration
Industrie de l'information et industrie culturelle
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement
Services d'enseignement
Services immobiliers et services de location et de location à bail
Services professionnels, scientifiques et techniques
Services publics
Soins de santé et assistance sociale
Transport et entreposage
Sans emploi
Aux études à temps plein
À la retraite
Autre situation ou autre secteur; veuillez préciser :

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES TYPES D'EMPLOI DANS CHAQUE GROUPE. PAS PLUS DE DEUX PARTICIPANTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ. PAS D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS.

23. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?

Oui

Non **REMERCIER ET CONCLUREE**

INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veuillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui

CONTINUER

Non

REMERCIER ET CONCLURE

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

Nom :

Numéro de téléphone :

Adresse courriel :

Vous recevrez un courrier électronique du **[INSÉRER LE NOM DU RECRUTEUR]** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : support@thestrategiccounsel.com.

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.



THE
**STRATEGIC
COUNSEL**

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au **[1-800-xxx-xxxx]** pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____

DATE DU RECRUTEMENT : _____

Questionnaire de recrutement anglais

Privy Council Office Recruiting Script – June 2025 English Groups

Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online.
- Each group is expected to last for two hours.
- Recruit 8 participants.
- Incentives will be \$125 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group.

Specifications for the focus groups are as follows:

Group	Date	Time (EDT)	Local Time	Location	Composition	Moderator
1	Tues, June 3 rd	9:00-11:00 PM	6:00-8:00 (PST)	Lower Mainland BC	Women aged 18-34	DN
2	Wed, June 4 th	5:00-7:00 PM	6:00-8:00 (ADT) 6:30-8:30 (NDT)	Atlantic Canada	General Population	TBW
3	Thurs, June 5 th	8:00-10:00 PM	6:00-8:00 (CST)	Saskatchewan	Women aged 35-49	DN
4	Tues, June 10 th	9:00-11:00 PM	6:00-8:00 (PST)	British Columbia	General Population	MP
6	Thurs, June 12 th	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 (EDT)	905 West Ontario	Crime Concerned	TBW
7	Tues, June 17 th	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 (EDT)	Southwestern Ontario	Workers in Tariff Impacted Industries	DN
9	Thurs, June 19 th	8:00-10:00 PM	6:00-8:00 (MDT)	Calgary/Edmonton	General Population	TBW
10	Tues, June 24 th	5:00-7:00 PM	6:00-8:00 (ADT) 6:30-8:30 (NDT)	Newfoundland, PEI, Nova Scotia	Women aged 50+	DN
11	Wed, June 25 th	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 (EDT)	Mid-Size and Major Centres Ontario	Renters/Prospective Homebuyers	TBW



Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**

French **SWITCH TO FRENCH SCREENER**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary, and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**

No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm

THANK AND END

A marketing, branding, or advertising agency

THANK AND END

A magazine or newspaper

THANK AND END

A federal/provincial/territorial government department or agency

THANK AND END

A political party

THANK AND END

In public/media relations

THANK AND END

In radio/television

THANK AND END

A Crown Corporation

CONTINUE TO Q1A

No, none of the above

CONTINUE

1a. ASK ONLY THOSE WHO SAY THEY WORK FOR A CROWN CORPORATION: If you don't mind sharing, which Crown corporation have you, or someone in your household worked for in the last 5 years?

Bank of Canada

Canadian Mortgage and Housing Corporation

All others

VOLUNTEERED Prefer not to answer

THANK AND END

THANK AND END

CONTINUE

THANK AND END

1b. Are you a retired Government of Canada employee?

Yes **THANK AND END**

No **CONTINUE**

2. In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
Lower Mainland BC	Cities include: Vancouver, Abbotsford, Burnaby, Coquitlam, Richmond, Surrey, Delta, Langley, White Rock, Chilliwack, Mission Hope, Maple Ridge, New Westminster, North Vancouver, Port Coquitlam, Port Moody ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. NO MORE THAN TWO PER CITY. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	CONTINUE – GROUP 1
Atlantic Canada	Cities/regions could include (but are not limited to): <u>Nova Scotia</u>: Halifax, Sydney, Dartmouth, Truro, New Glasgow, Glace Bay, Kentville, Bridgewater, Yarmouth, Amherst <u>New Brunswick</u>: Greater Moncton Area, Greater Saint John Area, Quispamsis – Rothesay, Dieppe, Miramichi, Edmundston, Fredericton, Saint John <u>Newfoundland & Labrador</u>: St. John's, Mount Pearl, Conception Bay South, Corner Brook, Gander, Happy Valley-Goose Bay, Labrador City <u>Prince Edward Island</u>: Charlottetown, Summerside, Stratford, Cornwall, Montague, Kensington, Souris	CONTINUE – GROUP 2

	ENSURE A MINIMUM OF 2 PARTICIPANTS FROM EACH PROVINCE. NO MORE THAN 1 FROM EACH CITY. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	
Saskatchewan	Cities could include (but are not limited to): Major Centres: Population of 100,000+ Saskatoon, Regina Mid-Size Centres: Population of 30,00-100,000 Prince Albert, Moose Jaw, Lloydminster Small Centres: Population of <30,000 Swift Current, Yorkton, North Battleford, Estevan, Warman, Weyburn, Martensville, Melfort, Humboldt, Meadow Lake NO MORE THAN TWO PER CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	CONTINUE – GROUP 3
British Columbia	Cities could include (but are not limited to): Vancouver, Kamloops, Chilliwack, Victoria, Maple Ridge, New Westminster, Prince George, Port Coquitlam, North Vancouver, Abbotsford, Burnaby, Coquitlam, Richmond, Surrey, Delta, Langley, White Rock, Chilliwack, Mission Hope, Maple Ridge, New Westminster, Port Moody ENSURE A GOOD MIX. NO MORE THAN 2 PER CITY.	CONTINUE – GROUP 4
905 West Ontario	Cities include: Peel Region: Mississauga, Brampton, Caledon Halton Region: Oakville, Burlington, Milton, Halton Hills Niagara Region: St. Catharines, Niagara Falls, Welland, Fort Erie, Niagara-on-the-Lake	CONTINUE – GROUP 5

	Hamilton: Hamilton, Ancaster, Stoney Creek, Dundas, Glanbrook ENSURE A GOOD MIX ACROSS REGIONS.	
Southwestern Ontario	Cities include: Windsor, London, Chatham-Kent, Sarnia, Stratford, Kitchener-Waterloo, Cambridge, Guelph, Brantford, Sarnia-Lambton ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION.	CONTINUE – GROUP 7
Calgary/Edmonton	Cities include: Calgary, Edmonton PARTICIPANTS MUST RESIDE IN ABOVE NOTED CITY PROPER.	CONTINUE – GROUP 9
Newfoundland, PEI, Nova Scotia	Cities/regions could include (but are not limited to): <u>Nova Scotia</u>: Halifax, Cape Breton, New Glasgow, Glace Bay, Truro <u>Newfoundland & Labrador</u>: St. John's, Mount Pearl, Conception Bay South, Corner Brook, Gander, Happy Valley-Goose Bay, Labrador City <u>Prince Edward Island</u>: Charlottetown, Charlottetown Region ENSURE A GOOD MIX OF CITIES/REGIONS ACROSS PROVINCES. NO MORE THAN 3 FROM EACH PROVINCE.	CONTINUE – GROUP 10
Mid-Size and Major Centres Ontario	Major Centres: Population of 300,000+ Cities include: Toronto, Ottawa-Gatineau, Mississauga, Brampton, Hamilton Cities/regions could include (but are not limited to): Mid-size Centres: Population of 100,000 – 300,000 Cities could include (but are not limited to): Barrie, Brantford, Cambridge, Chatham-Kent, Guelph,	CONTINUE – GROUP 11

	Kingston, Kitchener, London, Milton, St. Catharines-Niagara, Sudbury, Waterloo, Windsor ENSURE A GOOD MIX OF MAJOR/MID-SIZE CENTRES ACROSS THE REGION.	
VOLUNTEERED Prefer not to answer		THANK AND END

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]? **RECORD NUMBER OF YEARS.**

Less than two years	THANK AND END
Two years or more	CONTINUE
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

3. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.
18-34	IF GROUP 3 OR GROUP 10 – THANK AND END ALL OTHERS CONTINUE
35-49	IF GROUP 1 OR GROUP 10 – THANK AND END ALL OTHERS CONTINUE
50-59	IF GROUP 1 OR GROUP 3 – THANK AND END
60-64	
65+	
[Volunteered] Prefer not to answer	ALL OTHERS CONTINUE THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX WHERE APPLICABLE.

4. **ASK ONLY IF GROUP 1, GROUP 3, OR GROUP 10** How would you identify your gender?

Female	CONTINUE
Male	THANK AND END
Other	

GROUP 1, GROUP 3, AND GROUP 10 WILL BE COMPOSED ENTIRELY OF THOSE WHO SAY “FEMALE”.

5. **ASK ONLY GROUP 6** How would you describe your level of concern about crime in your community and more broadly across Canada?

Very concerned	CONTINUE
Somewhat concerned	CONTINUE
Indifferent	THANK AND END
Not very concerned	THANK AND END
Not at all concerned	THANK AND END
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

- 5a. **ASK ONLY GROUP 6** In the past 5 years, would you say the level of crime in your community has ...

Increased	CONTINUE
Stayed about the same	THANK AND END
Decreased	THANK AND END
VOLUNTEERED Not Sure	THANK AND END

- 5b. **ASK ONLY GROUP 6** What type of crime are you most concerned about?

Violent crime	
Property crime	
Petty crime	
Hate crimes (based on gender, racial, or religious prejudice)	
Fraudulent crimes	
Other, please specify: _____	
VOLUNTEERED Not sure	THANK AND END
VOLUNTEERED Preferred not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX.

6. **ASK ALL GROUPS** Which of the following categories best describes your current employment status?

Working full-time (35 or more hours per week)	CONTINUE
Working part-time (less than 35 hours per week)	
Self-employed	IF GROUP 7 – THANK AND END ALL OTHERS - CONTINUE
Unemployed, but looking for work	
A student attending school full-time	
Retired	
Not in the workforce (e.g., full-time homemaker, unemployed but not looking for work)	
Other employment status	THANK AND END
VOLUNTEERED Prefer not to answer	

6a. ASK ALL GROUPS Which of the following best describes the industry/sector in which you are currently employed?

Accommodation and Food Services	IF GROUP 7 – THANK AND END ALL OTHERS - CONTINUE
Administrative and Support, Waste Management and Remediation Services	
Arts, Entertainment and Recreation	
Educational Services	
Finance and Insurance	
Health Care	
Information and Cultural Industries	
Management of Companies and Enterprises	
Other Services (except Public Administration)	
Professional, Scientific and Technical Services	
Public Administration	
Real Estate and Leasing	
Retail Trade	
Social Assistance	
Waste Management and Remediation Services	
Other, please specify: _____	
Manufacturing	CONTINUE
Automotive	
Agriculture, Forestry, Fishing and Hunting	
Construction	
Mining, Quarrying, and Oil and Gas Extraction	
Utilities	
Transportation and Warehousing	
Wholesale Trade	
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF EMPLOYMENT IF APPLICABLE. NO MORE THAN TWO PER SECTOR.

GROUP 7 WILL BE COMPOSED ENTIRELY OF WORKERS IN TARIFF IMPACTED INDUSTRIES.

7. ASK ALL GROUPS Do you own or rent your current residence? **IF ASKED/CLARIFICATION REQUIRED:** You are considered a homeowner even if you have outstanding debt that you owe on your mortgage loan.

Own	IF GROUP 11 – THANK AND END
-----	------------------------------------



	ALL OTHERS CONTINUE
Rent	CONTINUE
VOLUNTEERED Living at home	
VOLUNTEERED Other, please specify:	
VOLUNTEERED Don't know/not sure	THANK AND END

7a. ASK ALL GROUPS Which of the following best describes the residence you currently [own/rent]?

Condo	CONTINUE
Apartment	CONTINUE
Single family home	CONTINUE
Townhome	CONTINUE
Other, please specify: _____	CONTINUE

ENSURE A GOOD MIX.

8. ASK ONLY IF **GROUP 11** Are you looking to purchase a home sometime within the next 5 years?

Yes	CONTINUE
Not sure/Maybe	CONTINUE
No	CONTINUE

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

GROUP 11 WILL BE COMPOSED OF THOSE WHO ARE RENTING AND/OR PROSPECTIVE HOMEBUYERS. ENSURE A GOOD MIX. FOR PROSPECTIVE HOMEBUYERS, SKEW TO THOSE WHO SAY 'YES.' NO MORE THAN 2 WHO SAY 'NOT SURE/MAYBE.'

9. Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes	CONTINUE
No	EXPLAIN THE FOLLOWING <i>"a focus group consists of six to eight participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined."</i>

10. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means 'you tend to sit back and listen to others' and 5 means 'you are usually one of the first people to speak'?

1-2	THANK AND END
3-5	CONTINUE

11. As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO EITHER.**

Participant has high-speed access to the Internet
Participant has a computer/webcam



- 12. ASK ALL GROUPS** Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

Yes **CONTINUE**
No **CONTINUE**

- 13. ASK ALL GROUPS** How skilled would you say you are at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

1-2 **THANK AND END**
3-5 **CONTINUE**

- 14. ASK ALL GROUPS** During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?

TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY, ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM, OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT'S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.

- 15.** Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes **CONTINUE**
No **SKIP TO Q.19**

- 16.** How long ago was the last focus group you attended?

Less than 6 months ago **THANK AND END**
More than 6 months ago **CONTINUE**

- 17.** How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

0-4 groups **CONTINUE**
5 or more groups **THANK AND END**

- 18.** On what topics were they and do you recall who or what organization the groups were being undertaken for?

TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC OR GOVERNMENT OF CANADA IDENTIFIED AS ORGANIZATION
ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

19. [DO NOT ASK] Gender **RECORD BY OBSERVATION FOR ALL EXCEPT GROUP 1, GROUP 3, OR GROUP 10.**

Male	CONTINUE
Female	CONTINUE

20. What is the highest level of formal education that you have completed?

Grade 8 or less
Some high school
High school diploma or equivalent
Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma
College, CEGEP or other non-university certificate or diploma
University certificate or diploma below bachelor's level
Bachelor's degree
Post graduate degree above bachelor's level

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**
ENSURE A GOOD MIX.

21. **ASK ALL GROUPS** Which of the following categories best describes your total household income in 2024?
That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

Under \$20,000	CONTINUE
\$20,000 to just under \$40,000	
\$40,000 to just under \$60,000	
\$60,000 to just under \$80,000	
\$80,000 to just under \$100,000	
\$100,000 to just under \$125,000	
\$125,000 to just under \$150,000	
\$150,000 and above	
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX WHERE APPLICABLE.

22. Which of the following racial or cultural groups best describes you? (multi-select)

White/Caucasian
South Asian (e.g., East Indian, Pakistani, Sri Lankan)
Chinese
Black
Latin American
Filipino
Arab
Southeast Asian (e.g., Vietnamese, Cambodian, Thai)
Korean or Japanese
Indigenous
Other (specify)

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**



ENSURE A GOOD MIX.

23. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes **CONTINUE TO INVITATION**

No **THANK AND END**

INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length, and you will receive \$125 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes **CONTINUE**

No **THANK AND END**

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:

Telephone Number:

E-mail Address:

You will receive an e-mail from **[INSERT RECRUITER]** with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at support@thestrategiccounsel.com.

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need a pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at **[1-800-xxx-xxxx]** so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.



THE
**STRATEGIC
COUNSEL**

RECRUITED BY: _____
DATE RECRUITED: _____

Annexe B – Guides du modérateur

Guide du modérateur français

INTRODUCTION (10 minutes) Tous les lieux

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participantes et aux participants qu'un stylo et du papier seront nécessaires afin de prendre des notes et d'écrire quelques réflexions au sujet des pièces de communication que nous leur montrerons plus tard au cours de la discussion.

LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ (5 minutes) Femmes âgées de 18 à 34 ans résidant dans le Lower Mainland de la Colombie-Britannique, membres de la population générale du Canada atlantique, femmes âgées de 35 à 49 ans résidant en Saskatchewan, membres de la population générale de la Colombie-Britannique, personnes préoccupées par la criminalité dans la région du 905 de l'ouest de l'Ontario, travailleurs du sud-ouest de l'Ontario employés dans des secteurs impactés par les tarifs, région des Laurentides, Calgary et Edmonton, Terre-Neuve, Île-du-Prince-Édouard, femmes âgées de 50 ans et plus résidant en Nouvelle-Écosse, locataires et acheteurs potentiels d'une propriété résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario, hommes âgés de 50 ans et plus de la région métropolitaine de Montréal

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours?
 - Où avez-vous entendu, lu ou vu cette nouvelle?
 - Travailleurs du sud-ouest de l'Ontario employés dans des secteurs impactés par les tarifs, région des Laurentides, Calgary et Edmonton S'IL N'EST PAS MENTIONNÉ : Et au sujet du Sommet des dirigeants du G7?

PRIORITÉS DU GOUVERNEMENT DU CANADA (45 à 50 minutes) Femmes âgées de 18 à 34 ans résidant dans le Lower Mainland de la Colombie-Britannique, membres de la population générale du Canada atlantique, femmes âgées de 35 à 49 ans résidant en Saskatchewan, membres de la population générale de la Colombie-Britannique, région des Laurentides, femmes âgées de 50 ans et plus résidant en Nouvelle-Écosse, locataires et acheteurs potentiels d'une propriété résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario

Femmes âgées de 35 à 49 ans résidant en Saskatchewan, membres de la population générale de la Colombie-Britannique, membres de la population générale résidant des banlieues à l'extérieur de Montréal, femmes âgées de 50 ans et plus résidant en Nouvelle-Écosse, locataires et acheteurs potentiels d'une propriété résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario Nous allons maintenant passer à un sujet légèrement différent...

- Quels sont les principaux enjeux auxquels le gouvernement fédéral devrait accorder la priorité?

- Femmes âgées de 35 à 49 ans résidant en Saskatchewan À part les feux de forêt, quels sont les principaux enjeux auxquels le gouvernement fédéral devrait accorder la priorité?
 - S'IL N'EST PAS MENTIONNÉ : Le coût de la vie en serait-il un?
 - Quels sont les principaux défis liés au coût de la vie auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité?
 - S'IL N'EST PAS MENTIONNÉ : Le logement en serait-il un?
 - Quels sont les principaux défis liés au logement auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité?
 - S'IL N'EST PAS MENTIONNÉ : L'emploi en serait-il un?
 - Quels sont les principaux défis liés à l'emploi auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité?
- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet des plus récentes priorités du gouvernement du Canada?
 - DEMANDER AU BESOIN : Et dans le discours du Trône?

Le gouvernement du Canada a déclaré qu'il se concentrerait sur sept priorités.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

1. Établir de nouveaux rapports avec les États-Unis dans les domaines de l'économie et de la sécurité et renforcer sa collaboration avec des alliés et partenaires commerciaux fiables du monde entier.
2. Bâtir une seule économie canadienne unifiée en éliminant les obstacles au commerce interprovincial ainsi qu'en recensant et en accélérant les projets d'intérêt national qui permettront de créer des liens entre nos communautés et de transformer notre pays.
3. Réduire les coûts dans l'intérêt des Canadiens et aider ces derniers à prospérer.
4. Rendre le logement plus abordable en exploitant le pouvoir de la coopération public-privé, en promouvant une industrie du logement moderne et en créant de nouvelles carrières dans les métiers spécialisés.
5. Protéger la souveraineté du Canada et assurer la sécurité de la population canadienne au moyen de mesures qui renforceront les Forces armées canadiennes, la sécurité de nos frontières ainsi que nos services de police.
6. Attirer les plus grands talents du monde pour bâtir notre économie tout en ramenant nos taux globaux d'immigration à des niveaux viables.
7. Consacrer moins d'argent au fonctionnement de l'appareil gouvernemental pour que les Canadiennes et les Canadiens puissent investir davantage dans les gens et les entreprises qui permettront de bâtir l'économie la plus forte du G7.

- En gros, comment réagissez-vous à ces priorités?
- Parmi ces priorités, y en a-t-il qui manquent de clarté?
 - DEMANDER AU BESOIN : Avez-vous des questions ou souhaitez-vous avoir plus de renseignements au sujet de l'une ou l'autre de ces priorités?

SONDAGE

J'aimerais maintenant que vous sélectionniez parmi ces 7 priorités celles qui sont, à votre avis, les plus importantes. Vous pouvez choisir un maximum de 3 priorités. Si vous considérez qu'aucune de ces mesures ne devrait constituer une priorité, sélectionnez « Aucune de ces mesures ne constitue une priorité. »

1. Établir de nouveaux rapports avec les États-Unis dans les domaines de l'économie et de la sécurité et renforcer sa collaboration avec nos alliés du monde entier.
2. Bâtir une seule économie canadienne unifiée.
3. Réduire les coûts dans l'intérêt des Canadiens et les aider à prospérer.
4. Rendre le logement plus abordable.
5. Protéger la souveraineté du Canada et assurer la sécurité de la population canadienne.
6. Attirer les plus grands talents du monde pour bâtir notre économie tout en maintenant nos taux globaux d'immigration à des niveaux viables.
7. Consacrer moins d'argent au fonctionnement de l'appareil gouvernemental.
8. Aucune de ces mesures ne constitue une priorité.

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES MESURES SÉLECTIONNÉES :

- Pourquoi avez choisi cette mesure comme principale priorité?
- Parmi les priorités figurant dans la liste, y en a-t-il qui, selon vous, ne devraient pas y figurer? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
- Y a-t-il des priorités qui ne figurent *pas* dans la liste, mais qui devraient y figurer?

CRIMINALITÉ (25 à 35 minutes) Femmes âgées de 18 à 34 ans résidant dans le Lower Mainland de la Colombie-Britannique, personnes préoccupées par la criminalité de la région 905 de l'ouest de l'Ontario

Passons à un autre sujet...

- Diriez-vous que l'usage de substances constitue un problème majeur, un problème majeur, ou qu'il ne constitue pas du tout un problème au sein de votre collectivité? Pourquoi?

- SI UN PROBLÈME MAJEUR : Quels sont les problèmes auxquels votre collectivité est confrontée en matière de criminalité?
 - En quoi ces problèmes vous ont-ils impacté, le cas échéant?
- Personnes préoccupées par la criminalité de la région 905 de l'ouest de l'Ontario D'après ce que vous savez, le taux de criminalité dans votre communauté a-t-il augmenté, diminué ou s'il est demeuré stable?
 - Personnes préoccupées par la criminalité de la région 905 de l'ouest de l'Ontario S'IL A AUGMENTÉ : Qu'avez-vous remarqué plus particulièrement?
 - Personnes préoccupées par la criminalité de la région 905 de l'ouest de l'Ontario À quoi attribuez-vous la hausse de la criminalité? Quelles sont les causes?
- Personnes préoccupées par la criminalité de la région 905 de l'ouest de l'Ontario À qui revient principalement la responsabilité de lutter contre la criminalité? Quel est le rôle du gouvernement du Canada en matière de lutte contre la criminalité?
- Femmes âgées de 18 à 34 ans résidant dans le Lower Mainland de la Colombie-Britannique Que devrait faire le gouvernement du Canada pour remédier à ces problèmes?
- Personnes préoccupées par la criminalité de la région 905 de l'ouest de l'Ontario Que devrait faire le gouvernement du Canada pour aider à réduire la criminalité?

Je vais vous montrer une liste de mesures que pourrait prendre le gouvernement du Canada pour s'attaquer à des problèmes liés à la criminalité...

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada devrait-il...

- Investir davantage dans les forces de l'ordre et embaucher des policiers?
- Investir davantage dans des programmes de prévention?
- Rendre les traitements de désintoxication plus accessibles?
- Durcir les lois en matière de mise en liberté sous caution?
- Renforcer la législation sur les armes à feu?
- Renforcer la sécurité à la frontière?

SONDAGE :

J'aimerais que vous sélectionniez les mesures que devrait, selon vous, prendre le gouvernement du Canada. Vous pouvez sélectionner autant de mesures que vous le désirez. Si vous estimez qu'aucune de ces mesures ne devrait être prise, sélectionnez « Aucune de ces mesures ».

- Investir davantage dans les forces de l'ordre et embaucher des policiers
- Investir davantage dans des programmes de prévention
- Rendre les traitements de désintoxication plus accessibles
- Durcir les lois en matière de mise en liberté sous caution
- Renforcer la législation sur les armes à feu
- Renforcer la sécurité à la frontière
- Aucune de ces mesures

Le modérateur passera en revue les mesures sélectionnées :

- Pourquoi avez-vous sélectionné cette mesure?
- Y a-t-il des mesures qui ne sont *pas* énumérées dans la liste qui, à votre avis, devraient y figurer?

SONDAGE

Je vais vous montrer les mêmes mesures et cette fois, j'aimerais que vous en sélectionniez une ou deux qui, selon vous, contribueraient le plus à réduire le taux de criminalité au sein de votre collectivité.

- Investir davantage dans les forces de l'ordre et embaucher des policiers
- Investir davantage dans des programmes de prévention
- Rendre les traitements de désintoxication plus accessibles
- Durcir les lois en matière de mise en liberté sous caution
- Renforcer la législation sur les armes à feu
- Renforcer la sécurité à la frontière
- Aucune de ces mesures

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES MESURES SÉLECTIONNÉES :

- Pourquoi avez-vous sélectionné cette mesure?
- **Personnes préoccupées par la criminalité de la région 905 de l'ouest de l'Ontario** [FAIRE UNE PAUSE POUR ABORDER LES LOIS SUR LA REMISE EN LIBERTÉ SOUS CAUTION] En ce qui concerne le durcissement des lois sur la remise en liberté sous caution, certains estiment que les règles canadiennes ne sont pas assez strictes et qu'il est trop facile pour les personnes ayant commis des crimes violents dans le passé d'obtenir une remise en liberté sous caution. D'autres affirment que le renforcement des règles ne ferait qu'augmenter la surpopulation carcérale, alors que de nombreuses prisons sont déjà saturées, et qu'il faut donc trouver une autre solution. Quelle affirmation se rapproche le plus de votre opinion à ce sujet?

RELATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS (25 à 45 minutes) Femmes âgées de 18 à 34 ans résidant dans le Lower Mainland de la Colombie-Britannique, femmes âgées de 35 à 49 ans résidant en Saskatchewan, travailleurs du sud-ouest de l'Ontario employés dans des secteurs impactés par les tarifs, Calgary et Edmonton

J'aimerais maintenant centrer notre discussion sur les relations entre le Canada et les États-Unis...

- Femmes âgées de 18 à 34 ans résidant dans le Lower Mainland de la Colombie-Britannique, travailleurs du sud-ouest de l'Ontario employés dans des secteurs impactés par les tarifs, Calgary et Edmonton Qu'avez-vous récemment entendu, lu, ou vu au sujet des relations entre le Canada et les États-Unis?
 - Femmes âgées de 18 à 34 ans résidant dans le Lower Mainland de la Colombie-Britannique, travailleurs du sud-ouest de l'Ontario employés dans des secteurs impactés par les tarifs, Calgary et Edmonton Quelqu'un parmi vous a-t-il entendu parler des contestations judiciaires visant les tarifs douaniers imposés par les États-Unis à de nombreux pays, dont le Canada?
 - Femmes âgées de 35 à 49 ans résidant en Saskatchewan, travailleurs du sud-ouest de l'Ontario employés dans des secteurs impactés par les tarifs, Calgary et Edmonton Et de l'augmentation à 50 % des tarifs imposés par les États-Unis sur l'acier et l'aluminium?
 - Femmes âgées de 35 à 49 ans résidant en Saskatchewan, travailleurs du sud-ouest de l'Ontario employés dans des secteurs impactés par les tarifs, Calgary et Edmonton Comment le gouvernement du Canada devrait-il répondre à ces tarifs supplémentaires?
 - Femmes âgées de 35 à 49 ans résidant en Saskatchewan, travailleurs du sud-ouest de l'Ontario employés dans des secteurs impactés par les tarifs, Calgary et Edmonton — [DEMANDER AU BESOIN] Devrait-il riposter en imposant des contre-tarifs sur des produits américains? Ou devrait-il davantage concentrer ses efforts à négocier avec les États-Unis?
- En repensant aux derniers mois, votre opinion concernant nos relations avec les États-Unis a-t-elle changé? Autrement dit, votre opinion est-elle meilleure ou moins bonne qu'au début de l'année 2025?
 - SI MEILLEURE : Qu'est-ce qui a amélioré votre opinion concernant la situation?
 - SI MOINS BONNE : Qu'est-ce qui a empiré votre opinion concernant la situation?
- Et votre opinion générale des États-Unis a-t-elle changé au cours de cette même période?

- SI OUI : En quoi a-t-elle changé?
- En ce qui concerne la gestion des enjeux canado-américains, pensez-vous que le gouvernement du Canada est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie?
 - Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Selon vous, Le Canada veille-t-il aux intérêts des Canadiens dans le cadre de ses négociations avec les États-Unis? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Et à votre avis, le gouvernement fait-il preuve d'efficacité ou d'inefficacité lorsqu'il s'agit de protéger les industries canadiennes contre les tarifs douaniers américains?
 - Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
 - Et lorsqu'il s'agit de collaborer avec les États-Unis pour abolir les tarifs douaniers?
 - Qu'est-ce qui vous fait dire cela?

Travailleurs du sud-ouest de l'Ontario employés dans des secteurs impactés par les tarifs Comme vous le savez peut-être, le gouvernement du Canada a annoncé une série de mesures visant à aider les entreprises et les travailleurs touchés par les tarifs douaniers. Je vais maintenant vous en présenter quelques-unes. Veuillez noter que nous avons résumé ces mesures de manière aussi concise que possible, mais que vous trouverez beaucoup plus d'informations au sujet de chacune d'entre elles sur le site Web du gouvernement du Canada.

Travailleurs du sud-ouest de l'Ontario employés dans des secteurs impactés par les tarifs — AFFICHER À L'ÉCRAN

1. Améliorer l'accès au programme d'assurance-emploi (AE) en supprimant la période d'attente, en réduisant le nombre d'heures requis pour y avoir droit et en supprimant certaines déductions (sommes versées au moment de la séparation).
2. Aider les employeurs et les employés à éviter des mises à pied au moyen d'un programme de Travail partagé.
3. Fournir divers soutiens pour aider des entreprises à trouver de nouveaux marchés pour leurs produits.
4. Fournir divers programmes et ressources pour aider des entreprises à composer avec les tarifs américains et dans certains cas, à en réduire les impacts.
5. Fournir divers prêts et aides financières aux entreprises impactées, notamment dans le secteur de l'agriculture.
6. En reportant le paiement de la TPS/TVH et de l'impôt sur le revenu des sociétés jusqu'au 30 juin 2025.

- **Travailleurs du sud-ouest de l'Ontario employés dans des secteurs impactés par les tarifs** Que pensez-vous de ces mesures? Vous aideraient-elles ou aideraient-elles le secteur dans lequel vous travaillez?
- **Travailleurs du sud-ouest de l'Ontario employés dans des secteurs impactés par les tarifs** À votre avis, y a-t-il autre chose que devrait faire le gouvernement du Canada pour venir en aide à votre secteur en particulier?
 - **Travailleurs du sud-ouest de l'Ontario employés dans des secteurs impactés par les tarifs** Devrait-il accorder une aide financière supplémentaire aux entreprises qui peinent à maintenir leurs employés en emploi?
 - **Travailleurs du sud-ouest de l'Ontario employés dans des secteurs impactés par les tarifs** Devrait-il augmenter le montant des paiements d'AE aux travailleurs susceptibles d'être mis à pied?

DÉFIS DES COLLECTIVITÉS (15 à 25 minutes) **Membres de la population générale du Canada atlantique, femmes âgées de 35 à 49 ans résidant en Saskatchewan** — Maintenant, je voudrais qu'on se concentre sur votre collectivité locale...

- **Membres de la population générale du Canada atlantique** Quels sont les principaux enjeux propres au Canada atlantique auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité?
- **Femmes âgées de 35 à 49 ans résidant en Saskatchewan** Quels sont les principaux enjeux propres à la Saskatchewan auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité?
- Quels sont les plus importants secteurs d'activités et industries pour votre communauté locale?
- Quels secteurs et industries de votre région ont, selon vous, le plus besoin d'aide?

NOTE AU MODÉRATEUR : Pour deux ou trois des secteurs importants cités, demander si le gouvernement du Canada a fait quoi que ce soit pour soutenir ce secteur. Qu'est-ce que le gouvernement du Canada devrait faire de plus pour soutenir ces secteurs?

- À votre connaissance, le gouvernement du Canada a-t-il fait quoi que ce soit pour venir en aide à ces secteurs?
- **Membres de la population générale du Canada atlantique** Que peut encore faire le gouvernement du Canada pour venir en aide à ces secteurs?

- **Membres de la population générale du Canada atlantique** Quels sont les secteurs et les industries auxquelles vous souhaiteriez que le gouvernement du Canada accorde la priorité?

FEUX DE FORÊT (15 minutes) Femmes âgées de 35 à 49 ans résidant en Saskatchewan

Changement du sujet...

- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de la réponse du gouvernement du Canada aux feux de forêt dans l'Ouest canadien?
 - SI OUI : Comment décririez-vous la réponse du gouvernement du Canada aux feux de forêt?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

L'approche du gouvernement du Canada en matière de gestion des feux de forêt consiste à aider les communautés à se préparer, à fournir des renseignements par le biais d'une surveillance en temps réel et à offrir un soutien aux communautés et aux personnes affectées par les feux de forêt.

Dans le cadre de cette approche, le gouvernement du Canada :

- fournit un soutien aux collectivités touchées, notamment en mobilisant le personnel des Forces armées canadiennes pour aider aux évacuations aériennes;
 - Travailler en collaboration avec les premiers ministres provinciaux, les Forces armées canadiennes et les dirigeants autochtones;
 - Travailler en partenariat avec la Croix-Rouge canadienne pour doubler les dons et collaborer avec les partenaires provinciaux afin de fournir des services essentiels, tels que des hébergements temporaires, des vêtements et de la nourriture aux personnes touchées.
- Quelles sont vos premières réflexions au sujet de ces mesures?
 - Le gouvernement du Canada en fait-il assez pour venir en aide aux collectivités touchées par des feux de forêt?
 - Que devrait encore faire le gouvernement du Canada?

UNITÉ DE L'ÉCONOMIE CANADIENNE — BARRIÈRES INTERPROVINCIALES (50 à 60 minutes)

Membres de la population générale de la Colombie-Britannique, membres de la population générale résidant dans des banlieues à l'extérieur de Montréal, personnes préoccupées par la criminalité résidant dans la région 905 de l'ouest de l'Ontario, travailleurs du sud-ouest de l'Ontario employés dans des secteurs impactés par les tarifs, région des Laurentides, Calgary et Edmonton, Terre-Neuve,

Île-du-Prince-Édouard, femmes âgées de 50 ans et plus résidant en Nouvelle-Écosse, locataires et acheteurs potentiels d'une propriété résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario, hommes âgés de 50 ans et plus résidant dans la région métropolitaine de Montréal

Membres de la population générale de la Colombie-Britannique, membres de la population générale résidant dans des banlieues à l'extérieur de Montréal, personnes préoccupées par la criminalité résidant dans la région 905 de l'ouest de l'Ontario, région des Laurentides J'aimerais maintenant que nous nous concentrons sur la deuxième priorité figurant dans la liste dont nous venons de discuter.

- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de l'intention du gouvernement du Canada de bâtir une économie canadienne unifiée? Qu'avez-vous entendu à ce sujet?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada a récemment présenté un projet de loi visant à supprimer les obstacles fédéraux au commerce intérieur et à la mobilité de la main-d'œuvre, notamment en précisant comment accélérer le processus visant à déterminer et à approuver les projets d'infrastructure d'intérêt national. Le projet de loi vise en outre à bâtir une économie plus forte, plus concurrentielle et plus résiliente prenant les intérêts de tous les Canadiens en compte.

Le gouvernement du Canada déterminera si un grand projet est considéré comme étant d'intérêt national en se fondant sur des consultations avec les provinces, les territoires et les peuples autochtones.

Parmi des exemples de tels projets, on peut citer les autoroutes, chemins de fer, ports, aéroports, oléoducs, centrales nucléaires, projets de transport d'électricité, mines et minéraux critiques.

- Dans l'ensemble, quelles sont vos réactions à ce projet de loi?

L'accélération du processus d'approbation des projets aura pour facteur clé l'adoption d'une approche « un projet, une évaluation », plutôt que d'avoir deux processus d'approbation distincts, l'un fédéral et l'autre provincial, qui se succèdent. Les gouvernements fédéral et provinciaux travailleront de concert pour faire en sorte qu'il n'y ait qu'une seule évaluation par projet.

- En ce qui concerne l'approche actuellement utilisée pour les évaluations environnementales liées à des projets énergétiques et d'infrastructure au Canada, que savez-vous de ce processus?
- Quelle est votre évaluation globale de cette approche?

- Les évaluations sont-elles, à votre avis, trop rigoureuses, pas assez rigoureuses ou à peu près adéquates?
 - Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Les évaluations sont-elles, selon vous, trop lentes, trop rapides ou effectuées à un rythme adéquat?
 - Qu'est-ce qui vous fait dire cela?

NOTE À L'ATTENTION DU MODÉRATEUR : SI LES PARTICIPANTS NE CONNAISSENT RIEN AUX ÉVALUATIONS, FAITES APPEL À LEUR INTUITION

SONDAGE

Je vais maintenant vous montrer une liste de projets d'infrastructure d'intérêt national et j'aimerais que vous y sélectionniez ceux que vous soutenez. Vous pouvez sélectionner autant de projets que vous le désirez.

- Oléoducs neufs ou agrandis
- Lignes de transport d'électricité à longue distance
- Terminaux d'exportation de gaz naturel liquéfié
- Agrandissement des ports
- Installations de captage et de séquestration du carbone
- Éoliennes extracôtières
- Exploitation minière accrue de minéraux critiques
- Projets hydroélectriques
- Centrales nucléaires
- Lignes de chemin de fer à grande vitesse
- Autoroutes

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX DE RÉPONSE :

- Pourquoi soutenez-vous [indiquer les priorités les plus soutenues]?
- Pourquoi ne soutenez-vous pas [indiquer les priorités qui n'ont reçu aucun soutien ou que peu de participants ont soutenues]?
- Y a-t-il des termes qui sont nouveaux pour vous ou qui, selon vous, manquent de clarté?

SONDAGE

Je vais maintenant vous présenter une liste de critères parmi lesquels j'aimerais que vous sélectionniez celui qui vous semble le plus important pour décider d'approuver ou non un nouveau

projet d'infrastructure d'intérêt national. Vous pouvez choisir un maximum de 2 priorités. Si vous estimez qu'aucun de ces critères n'est important, veuillez sélectionner « Aucun de ces critères n'est important ».

Critères d'approbation d'un nouveau projet :

- Le projet est-il créateur d'emploi?
- Le projet permet-il au Canada d'être plus indépendant économiquement des États-Unis?
- Le projet aura-t-il des impacts au sein des communautés autochtones (c.-à-d. seront-ils bénéfiques ou négatifs pour ces dernières)?
- Le projet aura-t-il un impact sur l'habitat d'espèces en péril?
- Le projet permet-il au Canada de respecter ses objectifs climatiques ?
- Aucun de ces critères n'est important

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX DE RÉPONSE :

- Pourquoi êtes-vous d'avis que [indiquer les critères les plus sélectionnés] est le plus important?

SONDAGE

J'aimerais maintenant que vous choisissiez laquelle de ces deux options se rapproche le plus de votre point de vue. Vous n'êtes pas obligé d'être entièrement d'accord avec l'un ou l'autre de ces énoncés, mais si vous deviez en choisir un, pour lequel opteriez-vous le plus?

- En approuvant des projets trop rapidement, le gouvernement du Canada pourrait mettre en péril l'environnement ou des espèces en péril.
- Les réglementations environnementales font trop souvent obstacle à des projets qui profiteraient à l'économie.

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX DE RÉPONSE :

- Pourquoi avez-vous choisi [indiquer l'option sélectionnée]?
- Dans le cadre de projets d'infrastructure d'intérêt national réalisés dans des zones où vivent des communautés autochtones, pensez-vous que ces communautés devraient avoir le dernier mot quant à la poursuite ou non d'un projet, ou pensez-vous qu'un projet devrait pouvoir être mené à bien sans l'accord de ces communautés?
 - Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Pensez-vous que des projets d'infrastructure d'intérêt national permettront à notre économie d'être moins dépendante vis-à-vis des États-Unis?

- Qu'est-ce qui vous fait dire cela?

VACCINS (40 minutes) Terre-Neuve, Île-du-Prince-Édouard, femmes âgées de 50 ans et plus résidant en Nouvelle-Écosse, hommes âgés de 50 ans et plus de la région métropolitaine de Montréal --

Changement de sujet...

Nous allons maintenant parler des vaccins. Avant de commencer, veuillez noter que nous ne sommes pas ici pour nous juger les uns les autres ni pour convaincre qui que ce soit de se faire vacciner ou de ne pas se faire vacciner, mais pour avoir une discussion pouvant inclure différentes opinions et expériences.

- Levez la main si vous avez reçu :
 - Un vaccin contre la COVID-19 au cours des cinq dernières années?
 - Un autre type de vaccin au cours des cinq dernières années? Il peut s'agir d'un vaccin contre la grippe, d'un vaccin de voyage, d'un vaccin contre le zona ou d'un autre vaccin.
- De manière générale, les vaccins sont-ils sûrs selon vous? Pourquoi ou pourquoi pas?

NOTE À L'ATTENTION DU MODÉRATEUR : DANS LE CAS OÙ LES PARTICIPANTS NE SE SENTIRAIENT PAS À L'AISE DE RÉPONDRE AUX QUESTIONS SUIVANTES CONCERNANT LEURS RAISONS DE SE FAIRE VACCINER OU NON, NE PAS INSISTER.

- Parmi ceux d'entre vous qui ont été vaccinés, pourquoi avez-vous choisi de vous faire vacciner?
- Parmi ceux d'entre vous qui ne se sont pas fait vacciner au cours des cinq dernières années, si vous vous sentez à l'aise de nous en parler, expliquez-nous pour quelle raison vous avez choisi de ne pas vous faire vacciner?

Les quelques questions suivantes s'adressent à ceux d'entre vous qui ont soit reçu ou tenté de recevoir un vaccin à un moment ou un autre de leur vie adulte. J'aimerais avoir une idée des obstacles que vous avez rencontrés en cherchant à obtenir des renseignements au sujet de vaccins ou pour recevoir un vaccin (rendez-vous, lieu, coût, accès à un professionnel de la santé, etc.) et savoir quelle a été votre expérience globale.

- Parmi ceux d'entre vous qui ont reçu un vaccin à l'âge adulte, comment décririez-vous votre expérience de la vaccination?
 - Avez-vous eu une expérience positive ou négative?

- SI POSITIVE : Quelle partie du processus de vaccination avez-vous trouvé la plus facile? Pourquoi?
 - SI NÉGATIVE : Quels sont les difficultés ou les problèmes que vous avez rencontrés et qui ont rendu votre expérience négative?
- SI MENTION EST FAITE D'UN MANQUE DE MÉDECINS GÉNÉRALISTES OU DE MÉDECINS DE FAMILLE : En quoi est-il plus facile de vous faire vacciner lorsque vous avez un médecin de famille?
- D'après votre expérience, quels sont certains des facteurs qui feraient qu'il serait généralement plus facile ou plus pratique de vous faire vacciner?
 - Qu'est-ce qui vous aiderait à respecter votre calendrier de vaccination (l'amélioration du système de prise de rendez-vous, l'amélioration des transports en commun vers les cliniques, etc.) ?
- En repensant à votre expérience du système de santé au cours des dernières années, qu'il s'agisse de soins reçus ou de tentatives d'accès à des soins primaires, comment ces expériences ont-elles influencé votre opinion sur les vaccins (par exemple, la facilité avec laquelle vous obtenez des réponses à vos questions, votre niveau de confiance dans les vaccins, votre opinion sur l'importance des vaccins)?

CONCLUSION (5 minutes) Tous les lieux

- Avant de conclure, y a-t-il autre chose que vous souhaiteriez dire au gouvernement fédéral? Il peut s'agir de précisions sur les sujets abordés aujourd'hui ou d'un sujet que vous jugez important, mais dont nous n'avons pas discuté.

Guide du modérateur anglais

INTRODUCTION (10 minutes) All Locations

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes, jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.

GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS (5-10 minutes) Lower Mainland British Columbia Women aged 18-34, Atlantic Canada General Population, Saskatchewan Women aged 35-49, British Columbia General Population, 905 West Ontario Crime Concerned, Southwestern Ontario Workers in Tariff-Impacted Industries, Laurentides Region, Calgary/Edmonton, Newfoundland, Prince Edward Island, Nova Scotia Women aged 50+, Mid-Size and Major Centres Ontario Renters and Prospective Homebuyers, Greater Montreal Area Men 50+

- What have you seen, read, or heard about the Government of Canada in the last few days?
 - Where did you read, see, or hear this news?
 - Southwestern Ontario Workers in Tariff-Impacted Industries, Laurentides Region, Calgary/Edmonton IF NOT MENTIONED: What about the Group of 7 (G7) Leaders' Summit?

GC PRIORITIES (45-50 minutes) Lower Mainland British Columbia Women aged 18-34, Atlantic Canada General Population, Saskatchewan Women aged 35-49, British Columbia General Population, Laurentides Region, Nova Scotia Women aged 50+, Mid-Size and Major Centres Ontario Renters and Prospective Homebuyers

Saskatchewan Women aged 35-49, British Columbia General Population, Suburbs outside of Montreal General Population, Nova Scotia Women aged 50+, Mid-Size and Major Centres Ontario Renters and Prospective Homebuyers We're going to shift topics slightly...

- In your opinion, what are the top issues the federal government should be prioritizing?
- Saskatchewan Women aged 35-49 Aside from wildfires, what are the top issues the federal government should be prioritizing?
 - IF NOT MENTIONED: What about the cost of living?
 - What are the biggest challenges related to the cost of living that the Government of Canada should be prioritizing?
 - IF NOT MENTIONED: What about housing?
 - What are the biggest challenges related to housing that the Government of Canada should be prioritizing?
 - IF NOT MENTIONED: What about jobs?

- What are the biggest challenges related to jobs that the Government of Canada should be prioritizing?
- Have you seen, read, or heard anything about the Government of Canada's recent priorities?
 - PROMPT AS NEEDED: What about in the Speech from the Throne?

The Government of Canada has indicated it will focus on 7 priorities.

SHOW ON SCREEN

1. Establishing a new economic and security relationship with the United States and strengthening its collaboration with reliable trading partners and allies around the world.
 2. Building one Canadian economy by removing barriers to interprovincial trade and identifying and expediting nation-building projects that will connect and transform our country.
 3. Bringing down costs for Canadians and helping them get ahead.
 4. Making housing more affordable by unleashing the power of public-private cooperation, catalysing a modern housing industry, and creating new careers in the skilled trades.
 5. Protecting Canadian sovereignty and keeping Canadians safe by strengthening the Canadian Armed Forces, securing our borders, and reinforcing law enforcement.
 6. Attracting the best talent in the world to help build our economy, while returning our overall immigration rates to sustainable levels.
 7. Spending less on government operations so that Canadians can invest more in the people and businesses that will build the strongest economy in the G7.
- Overall, what are your reactions to these priorities?
 - Are any of these priorities unclear?
 - PROMPT AS NEEDED: Do you have any questions about any of these priorities, or any that you would like more information about?

POLL

Now I'd like you to select which of these 7 priorities are the most important. You can select up to 3. If you don't think any should be a priority, please select "None are a priority."

1. Establishing a new relationship with the U.S. and strengthening collaboration with global allies
2. Building one Canadian economy
3. Bringing down costs for Canadians and helping them get ahead
4. Making housing more affordable
5. Protecting Canadian sovereignty and keeping Canadians safe

6. Attracting the best talent in the world, while keeping overall immigration rates sustainable
7. Spending less on government operations
8. None are a priority

Moderator to review selections:

- Why did you choose this as a top priority?
- Are there any priorities listed that you do not think should be there? Why is that?
- Are there any priorities *not* listed that you think should be there?

CRIME (25-35 minutes) Lower Mainland British Columbia Women aged 18-34, 905 West Ontario Crime Concerned

Shifting to another topic...

- In your community, would you say that crime is a major issue, a minor issue, or not really an issue at all? Why?
 - IF A MAJOR ISSUE: What are the crime issues in your community?
 - How have they impacted you, if at all?
- 905 West Ontario Crime Concerned As far as you can tell, has there been an increase, decrease, or no change in the level of crime in your community?
 - 905 West Ontario Crime Concerned IF INCREASE: What have you noticed specifically?
 - 905 West Ontario Crime Concerned What do you think is behind the increase in crime in your community? What are some of the causes?
- 905 West Ontario Crime Concerned Who is most responsible for dealing with crime? What role does the Government of Canada have in addressing crime?
- Lower Mainland British Columbia Women aged 18-34 What should the Government of Canada be doing to tackle these issues?
- 905 West Ontario Crime Concerned What should the Government of Canada do to help reduce crime?

I'm going to show you some actions the Government of Canada could take to tackle issues related to crime...

SHOW ON SCREEN

Should the Government of Canada...

- Put more money into law enforcement and hire police officers?
- Invest more in prevention programs?
- Make drug treatment more available?
- Toughen bail laws?
- Make stricter gun laws?
- Crack down on security at the border?

POLL

I'd like you to select the actions you think the Government of Canada should take. You can select as many as you'd like. If you don't think any should be done, please select "None of actions."

- Put more money into law enforcement and hire police officers
- Invest more in prevention programs
- Make drug treatment more available
- Toughen bail laws
- Make stricter gun laws
- Crack down on security at the border
- None of these actions

Moderator to review selections:

- Why did you choose this one?
- Are there any actions *not* listed that you think should be there?

POLL

I'm going to show you the same actions and this time, I'd like you to select which one or two you think would have the greatest impact on reducing crime in your community. You can select up to two. If you don't think any would have an impact, please select "None of these actions."

- Put more money into law enforcement and hire police officers
- Invest more in prevention programs
- Make drug treatment more available
- Toughen bail laws
- Make stricter gun laws
- Crack down on security at the border
- None of these actions

Moderator to review selections:

- Why did you choose this one?
- **905 West Ontario Crime Concerned** [PAUSE ON BAIL LAWS] When it comes to toughening bail laws, some say the rules in Canada are not strict enough, and that it is too easy for people who have committed violent crimes in the past to receive bail. Others say that making the rules stricter would further crowd jails, many of which are already beyond capacity, so we need to find another solution. Which comes closest to your view?

CANADA-U.S. RELATIONS (25-45 minutes) **Lower Mainland British Columbia Women aged 18-34, Saskatchewan Women aged 35-49, Southwestern Ontario Workers in Tariff-Impacted Industries, Calgary and Edmonton**

Now I'd like to focus on the relationship between Canada and the United States...

- **Lower Mainland British Columbia Women aged 18-34, Southwestern Ontario Workers in Tariff-Impacted Industries, Calgary and Edmonton** What have you heard, read or seen recently about Canada's relationship with the United States?
 - **Lower Mainland British Columbia Women aged 18-34, Southwestern Ontario Workers in Tariff-Impacted Industries, Calgary and Edmonton** Has anyone heard about legal challenges to the United States' tariffs on many countries, including Canada?
 - **Saskatchewan Women aged 35-49, Southwestern Ontario Workers in Tariff-Impacted Industries, Calgary and Edmonton** What about the US increasing tariffs on aluminum and steel to 50%?
 - **Saskatchewan Women aged 35-49, Southwestern Ontario Workers in Tariff-Impacted Industries, Calgary and Edmonton** How should the Government of Canada respond?
 - **Saskatchewan Women aged 35-49, Southwestern Ontario Workers in Tariff-Impacted Industries, Calgary and Edmonton** [PROBE] Should it retaliate with further tariffs on US products? Or focus more on negotiating with the US?
- Thinking over the last few months, have your feelings about our relationship with the U.S. changed at all? That is, are you feeling better or worse about the relationship, compared to early 2025?
 - IF BETTER: What has made you feel better about the situation?
 - IF WORSE: What has made you feel worse about the situation?

- And has your view of the U.S. overall changed over this same time period?
 - IF YES: How so?
- When it comes to handling Canada-U.S. issues, do you think the Government of Canada is generally on the right track or the wrong track?
 - What makes you say that?
- Do you think the Government of Canada is standing up for Canadian interests in its dealings with the United-States? Why/why not?
- And do you think the Government is doing a good or bad job in protecting Canadian industries from U.S. tariffs? What makes you say that?
 - What about when it comes to working with the U.S. to eliminate tariffs? What makes you say that?

Southwestern Ontario Workers in Tariff-Impacted Industries As you may have heard, the Government of Canada announced a series of measures to support businesses and workers that are affected by tariffs. I'm going to show you some of them. Please note that we've made these as concise as possible, but there is a lot more information available on the Government of Canada's website about each of the measures.

Southwestern Ontario Workers in Tariff-Impacted Industries SHOW ON SCREEN

1. Improving access to the Employment Insurance (EI) program by waiving the waiting period, reducing the number of hours needed to qualify, and removing certain deductions (separation earnings).
 2. Helping employers and employees avoid layoffs via an EI Work-Sharing Program.
 3. Providing various supports to help companies find new markets for their products.
 4. Providing various programs and resources to help businesses navigate U.S. tariffs, and in some cases, reduce the associated cost impacts of tariffs.
 5. Providing various loans and financial supports for impacted businesses, notably in the agricultural sector.
 6. Providing tax relief by deferring GST/HST and corporate income tax payments until June 30, 2025.
- **Southwestern Ontario Workers in Tariff-Impacted Industries** What do you think about these measures? Would they help you and/or the industry you work in or not?

- **Southwestern Ontario Workers in Tariff-Impacted Industries** Is there anything more the Government of Canada should be doing to support your industry specifically?
 - **Southwestern Ontario Workers in Tariff-Impacted Industries** What about additional financial support for companies that struggle to keep workers employed?
 - **Southwestern Ontario Workers in Tariff-Impacted Industries** What about increasing the value of EI payments to workers who may be laid off?

COMMUNITY CHALLENGES (15-25 minutes) **Atlantic Canada General Population, Saskatchewan Women aged 35-49**

Now I'd like to focus on your local community...

- **Atlantic Canada General Population** What are the top issues in Atlantic Canada specifically that the Government of Canada should be prioritizing?
- **Saskatchewan Women aged 35-49** What are the top issues in Saskatchewan specifically that the Government of Canada should be prioritizing?
- Which sectors and industries are the most important to your local community?
- Which sectors and industries in your region do you feel need the most help?

NOTE TO MODERATOR: *For two or three major sectors named, probe if the Government of Canada has done anything to support these sectors. What else can the Government of Canada do to support these sectors?*

- As far as you know, has the Government of Canada done anything to support these sectors?
- **Atlantic Canada General Population** What else can the federal government do to support these sectors?
- **Atlantic Canada General Population** Which sectors and industries would you like to see the Government of Canada prioritize?

WILDFIRES (15 minutes) **Saskatchewan Women aged 35-49**

Shifting topics...

- Have you seen, read, or heard about the federal government's response to the wildfires in Western Canada?

- IF YES: How would you describe the Government of Canada's response to the wildfires?

SHOW ON SCREEN:

The Government of Canada's approach to managing wildfires involves supporting communities in getting prepared, providing information through real-time monitoring, and offering support to communities and individuals impacted by wildfires.

As part of this approach, the Government of Canada is:

- Providing support to affected communities, including the mobilization of the Canadian Armed Forces personnel to support air evacuations;
 - Working together with premiers, the Canadian Armed Forces, and Indigenous leadership; and
 - Partnering with the Canadian Red Cross to match donations and working with provincial partners to provide essential services, such as temporary lodging, clothing, and food to those impacted.
- What are your initial thoughts about these actions?
 - Is the Government of Canada doing enough to help communities affected by the wildfires?
 - What more should the federal government be doing?

ONE CANADIAN ECONOMY – INTERPROVINCIAL BARRIERS (50-60 minutes) British Columbia General Population, Suburbs outside of Montreal General Population, 905 West Ontario Crime Concerned, Southwestern Ontario Workers in Tariff Imposed Industries, Laurentides Region, Calgary and Edmonton, Newfoundland, Prince Edward Island, Nova Scotia Women aged 50+, Mid-Size and Major Centres Ontario Renters and Prospective Homebuyers, Greater Montreal Area Men 50+

British Columbia General Population, Suburbs outside of Montreal General Population, 905 West Ontario Crime Concerned, Laurentides Region Now I'd like to focus on the second priority from the list we just discussed...

- Have you seen, read, or heard anything about the Government of Canada's plans to build one Canadian economy? What have you heard?

SHOW ON SCREEN

The Government of Canada recently introduced legislation to remove federal barriers to internal trade and labour mobility, including how nation-building infrastructure projects will be identified and approved more quickly. The goal is to build a stronger, more competitive and more resilient Canadian economy that works for all Canadians.

The Government of Canada will determine whether a major project is in the national interest based on consultations with provinces, territories and Indigenous Peoples.

Examples of such projects include highways, railways, ports, airports, pipelines, nuclear facilities, electrical transmission projects, mines and critical minerals.

- Overall, what are your reactions to this proposed legislation?

A key feature of approving projects more quickly will be a “one project, one review” approach instead of having federal and provincial approval processes happen one after the other. The federal and provincial governments will work together so that there is a single assessment for a project.

- When it comes to the current approach to environmental assessments of energy and infrastructure projects in Canada, how much do you know about how this process works?
- What is your general assessment of how this approach works?
 - Do you think assessments are too strict, not strict enough, or about right?
 - What makes you say that?
 - Do you think assessments are too slow, too fast, or about the right pace?
 - What makes you say that?

NOTE TO MODERATOR: IF THEY DON'T KNOW ANYTHING ABOUT ASSESSMENTS, ASK FOR THEIR GUT SENSE

POLL

I'm now going to show you a list of potential nation-building infrastructure projects and I'd like you to select ones you support. You can select as many or as few as you like.

- New or expanded pipelines
- Long-distance electrical transmission lines
- Liquified natural gas terminals
- Port expansion
- Carbon capture and sequestration facilities
- Offshore wind turbines

- Increasing mining for critical minerals
- Hydroelectricity projects
- Nuclear energy facilities
- High speed railways
- Highways

Moderator to review selections:

- Why do you support [indicate the ones most supported]?
- Why do you not support [indicate ones none/few supported]?
- Are any of these terms new or unclear to you?

POLL

I'm now going to show you a list of criteria and I'd like you to select the one that you think should be the most important in deciding whether or not to approve a new nation-building infrastructure project. You can select up to 2. If you don't think any of these are important criteria, please select 'None are important'.

Criteria for approving a new project:

- Whether or not it creates jobs
- Whether it makes Canada more economically independent from the United-States
- Whether it will have an impact on Indigenous communities ((i.e. would they benefit or would it have a negative impact)
- Whether it will have an impact on the habitat of endangered species
- Whether it keeps Canada on track to meet its climate targets
- None are important

Moderator to review selections:

- Why do you think [indicate the ones most selected] is important?

POLL

Now I'd like you to select which of these 2 options is closer to your point of view. You don't have to fully agree with either statement, but if you had to choose, which one would you lean more towards:

- If the Government of Canada moves too quickly to approve projects, the environment or endangered species might be put at risk.

- Too often, environmental regulations get in the way of projects that would benefit the economy.

Moderator to review selections:

- Why did you select [indicate option selected]?
- For nation-building infrastructure projects that occur where Indigenous communities are located, do you think these communities should have the final say on whether or not a project can proceed, or do you think a project should be able to proceed without the approval of these Indigenous communities?
 - What makes you say that?
- Do you think nation-building infrastructure projects will make our economy less reliant on the United States?
 - What makes you say that?

VACCINATIONS (40 minutes) Newfoundland, Prince Edward Island, Nova Scotia Women aged 50+, Greater Montreal Area Men 50+

Shifting topics ...

Now, we're going to talk about vaccinations. Before we get started, please note that we're not here to judge each other or persuade anyone to get vaccinated or not, but to have a conversation that can include different opinions and experiences.

- By show of hands, have any of you received a:
 - COVID-19 vaccine over the past 5 years?
 - Another type of vaccine over the past 5 years? This could include the flu shot, a travel vaccine, the shingles vaccine, or something else.
- In general, do you feel that getting vaccines is safe or not? Why/why not?

NOTE TO MODERATOR: IF PARTICIPANTS ARE UNCOMFORTABLE ANSWERING THE FOLLOWING QUESTIONS RELATED TO WHY THEY CHOSE TO GET VACCINATED OR CHOSE NOT TO GET VACCINATED, DO NOT PRESS.

- Among those who have been vaccinated, why did you choose to get vaccinated?

- For those who have not been vaccinated in the past 5 years, if you feel comfortable sharing with us, why did you choose to not get vaccinated?

The next few questions apply to those who have received or tried to receive a vaccine at any point as an adult. I'd like to get a sense of whether you faced any barriers regarding information about vaccines or obtaining a vaccine itself (like appointments, location, costs, access to a healthcare professional), and what your overall experience was like.

- For those who have received a vaccine as an adult, how would you describe your experience getting a vaccine?
 - Did you have a positive or negative experience?
 - IF POSITIVE: What was the easiest part of getting vaccinated? Why?
 - IF NEGATIVE: What were some of the challenges or issues you faced that made your experience negative?
 - IF PARTICIPANTS MENTION LACK OF GP/FAMILY DOCTORS: What aspect of having a primary care provider makes it easier for you to get vaccinated?
- In general, based on your experience, what are some of the factors that would make it easier or more convenient to get vaccinated?
 - What would help you stay up to date on your vaccines (for example: improving the booking system, better public transit to clinics, etc.)?
- Thinking about your experiences with the healthcare system over the last few years – whether it's your experience in receiving care or trying to access primary care – how have these experiences affected the way you think about vaccines (for example, the ease of getting your questions answered, your level of trust in vaccines, your assessment of whether vaccines are important)?

CONCLUSION (5 minutes) All Locations

- Before we close, is there anything else you would like to say to the federal government? It can be an additional point related to anything we discussed today or it could be something you think is important but wasn't discussed.